

MAI 2013

LA REVUE **TOUT!**
est à nous ●



**DOSSIER LES EGLISES,
TOUJOURS EN POINTE
DE LA RÉACTION**



*Les enjeux du mariage
pour tous*



*Ce que nous apprend
la crise chypriote*



*Italie:
aux racines de la crise politique*

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA

N°43
4€

Henri Wilno Editorial **Danger: la droite sort dans la rue**

ACTU

Henri Wilno Où va **la France de François Hollande?**

Philippe Pignarre Les enjeux du **mariage pour tous**

> La cage aux folles: **ultime remake?**

Christophe Darmangeat, Elsa Collonges L'incroyable diversité **des formes de la famille**

François Chesnais Ce que nous apprend **la crise chypriote**

Sarah Bernard, Wafa Guiga Tunisie **Le mouvement ouvrier à la croisée des chemins**

DOSSIER

Virginia de la Siega Hiérarchie vaticane **Qui est Bergoglio et pourquoi l'ont-ils mis là?**

Michael Löwy A propos de **la théologie de la libération**

Yann Cézard Israël est-il **un Etat théocratique?**

Gilbert Achcar Ennahda, Frères musulmans **Des trafiquants d'opium du peuple à l'épreuve du pouvoir**

Michael Löwy La religion, **opium du peuple?**

Jihane Halsanbe **Marxisme et religion**

REPERES

Ugo Palheta Italie **Aux origines de la crise politique**

LECTURES

Fahima Laïdoudi, Sellouma **La gauche malade de la haine de la religion**

Elsa Collonges **Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était**

Yvan Lemaitre **Retour sur le mouvement noir aux USA**

FOCUS

Antoine Larrache Une nécessaire irruption **Les PSA montrent la voie!**

P3

P4

P6

P7

P8

P10

P12

P15

P18

P19

P23

P25

P27

P29

P32

P34

P35

P36

DANGER

La droite sort dans la rue

PAR HENRI WILNO

Ceux qui avaient oublié que la hiérarchie catholique était une force réactionnaire, pour ne se préoccuper que de l'islam, peuvent prendre la mesure de leur aveuglement. La mobilisation contre le mariage pour tous est là pour le démontrer. Elle a été au départ préparée par l'appareil de l'Église catholique qui a recueilli des fonds, affrété des cars, etc. La liaison avec l'UMP était évidente. Le mouvement a démarré en novembre 2012. En avril 2013, il se poursuit par des manifestations quasi quotidiennes, au moins à Paris. Cela prouve qu'il faut en finir avec cette laïcité à deux vitesses de ceux qui traquent le moindre des subventions aux écoles dites libres, voire, au mépris de la loi, s'arrangent pour financer la construction d'églises. Le dossier de notre revue apporte une contribution, à compléter ultérieurement, à l'analyse des rapports entre religions et réaction mais aussi, parfois, résistance sociale. Il est ainsi en phase avec l'actualité.

L'offensive réactionnaire a conduit à des agressions contre des homosexuels. A terme, elle peut être porteuse de dangers encore plus lourds. Comme l'écrit *Le Monde* daté du 17 avril: «Une génération de droite se construit». Une mobilisation de rue

s'est développée, tenace et déterminée, et ce ne n'est pas la gauche qui en est à l'origine mais la droite et l'extrême droite unies à des courants catholiques.

HOLLANDE, L'ARROSEUR ARROSÉ

Certes, le gouvernement s'est piégé lui-même. Hollande, au départ, avait cru faire un bon coup en faisant traîner le débat sur le mariage. Il espérait que la droite parlementaire allait se ringardiser sur un terrain où elle était minoritaire dans l'opinion. D'ailleurs, même le Front national avait hésité: Marine Le Pen n'avait pas participé à la première grande manifestation sur le sujet. Mais la ténacité d'un groupe, au départ restreint, a fait gonfler les mobilisations. Il faut y ajouter que Valls n'a pas été aussi dur et menaçant avec eux que, par exemple, avec les travailleurs de GoodYear. Certains des manifestants font preuve d'un sens tactique remarquable en mettant notamment en avant le mot d'ordre «Hollande arrête avec le mariage, occupe-toi du chômage». Et effectivement, beaucoup de gens, y compris parmi ceux favorables au mariage pour tous, ont quelque part le sentiment que Hollande a escamoté les débats parlementaires sur le traité budgétaire et l'ANI (accord flexibilité) et ne fait rien sur le chômage.

La crise capitaliste continue. Si on ne peut parler de crise de régime, il existe bien une crise considérable tandis que l'affaire Cahuzac écarte du devant de la scène médiatique bien d'autres affaires touchant la droite. Travailleurs, chômeurs, retraités n'attendent plus que des coups de ce gouvernement. Dans une telle situation, les hésitants, les déçus, les désorientés, comme l'a montré l'Histoire, tendent à se rallier au camp qui manifeste le plus d'énergie. On ne peut exclure que soit en train de se préparer une relève politique qui amalgamerait la droite et une partie de l'extrême droite. C'est à ces défis qu'il faut faire face.

CONSTRUIRE UNE OPPOSITION DE GAUCHE

Cette situation confirme la nécessité de construire une opposition de gauche au gouvernement, à la droite et à l'extrême-droite sur les terrains social et politique. Il faut aussi reprendre la rue. Une mobilisation coordonnée des entreprises en lutte contre les licenciements serait un point d'appui. Mais cela ne se décrète pas. Il faut donc travailler à renforcer des mobilisations sur tous les terrains où des braises existent, avec le plus de visibilité possible, et en prise avec les préoccupations immédiates de

ceux et celles qui souffrent de l'austérité. Il faut aussi une propagande unitaire ou de parti largement compréhensible qui démonte les mécanismes de la crise et la politique gouvernementale. Face au Front national, la priorité est de le dénoncer comme antisocial et pas seulement comme raciste. Il faut enfin expliquer inlassablement que des alternatives existent et pourraient être mises en place par un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des exploités que Sarkozy et Hollande le sont aux intérêts des exploités. Ce qui suppose, bien sûr, d'en finir avec la V^e République.

Après celle du 1^{er} mai, le NPA participera à la manifestation du 5 mai. Mais il ne le fera pas sur le mot d'ordre de VI^e République qui déconnecte social et politique. Clémentine Autain, membre de la coordination du Front de gauche, pousse cette logique à l'extrême dans *Le Monde* daté du 19 avril. Elle énumère une série de mesures à prendre pour «une issue émancipatrice aux désordres actuels» puis conclut: «Le préalable, c'est de lancer un processus constituant pour la VI^e République». Plutôt que de leur organisation et de leurs luttes, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, devraient ainsi attendre leur salut d'une hypothétique constituante... ☐

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue: contact-revue@npa2009.org

TOUT est à nous!
LA REVUE
mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
redaction@npa2009.org
Commission paritaire: 0514P11509
Tirage: 3 000 exemplaires
Société editrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: Ross Harrod
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

S'ABONNER

Abonnements par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an

22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT: _____ CODE GUICHET: _____
N° DE COMPTE: _____

CLÉ RIB: _____
DATE:
SIGNATURE: _____

Etablissement teneur du compte

BANQUE:
ADRESSE:
CODE POSTAL:
VILLE:

Titulaire du compte

NOM:
PRENOM:
ADRESSE:

CODE POSTAL:
VILLE:
MAIL:



DR



© Photothèque Rouge-JMB

L'affaire Cahuzac, au-delà du personnage, doit s'analyser à la lumière d'une double crise : la crise de l'économie mondiale et celle de la représentation politique des travailleurs et des couches populaires. Le gouvernement Hollande-Ayrault est ballotté dans ces remous.

La crise économique mondiale est loin d'être terminée. Dans la plupart des grands pays, y compris la Chine, la situation du système bancaire reste incertaine. Malgré un ralentissement, la Chine connaît toujours une croissance élevée, la croissance américaine est limitée mais réelle (du moins pour l'instant), mais il n'en est pas de même pour l'Europe dont le poids économique recule. Pour tenter de reconquérir leurs positions sur le marché mondial, les bourgeoisies européennes veulent liquider ce qui reste de «modèle social européen». Les politiques d'austérité pèsent sur la croissance: le produit intérieur brut de la zone euro a baissé en

Où va la France de François Hollande?

PAR HENRI WILNO

2012 (de 0,5%) et devrait encore reculer en 2013 (- 0,3%). La croissance française est en panne et beaucoup d'organismes de prévision pensent que 2013 sera une année de récession tandis que le commerce extérieur français enregistre de larges déficits. Les politiques économiques conduites dans la zone euro, inspirées par la volonté de redresser les profits, s'inscrivent dans le traité budgétaire accepté par Hollande au début de son mandat (moyennant un pacte de croissance postiche) tandis qu'est maintenue la liberté de circulation des capitaux et la possibilité pour les banques de faire à peu près tout ce qu'elles veulent. Tout au plus, des mesures limitées d'information ont-elles été demandées aux paradis fiscaux et bancaires. Qu'à cela ne tienne! Même si les risques sont minimes, les banques se sont dotées des instruments nécessaires pour transférer les fonds vers les pays restés plus opaques. C'est ainsi que le compte Cahuzac a migré de la Suisse vers Singapour. Des dispositions supplémentaires sont aujourd'hui annoncées, mais il y a tout lieu d'être sceptiques sur leur impact.

Cette crise économique mine la crédibilité des gouvernements européens qui, de droite ou de gauche, mènent peu ou prou la même politique. Il est erroné de tonner, comme Jean-Luc Mélenchon, que «c'est la faute aux Allemands». Au-delà de quelques nuances secondaires, Hollande et Ayrault sont des agents zélés et convaincus de cette orientation. Et d'ailleurs, ils n'ont pas d'alternative sauf à se lancer dans un affrontement majeur avec le capital ce qui serait contradictoire avec leurs gènes.

La précarisation croissante des salariés, la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat, la destruction des grandes concentrations de travailleurs, notamment dans l'industrie, la déconnexion des lieux de production et des centres de décision patronaux, rendent plus difficiles des réponses coordonnées des travailleurs à ces politiques anti-ouvrières et aux plans de licenciement. Ceci d'autant plus que les directions syndicales, même lorsqu'elles refusent certains reculs (comme en France, la CGT et FO par apport à l'ANI), ne se situent pas en position de préparer des mouvements à la hauteur des enjeux.

LA CRISE DU SOCIAL-LIBÉRALISME

Après l'effondrement ou le très fort recul des PC (la situation variant selon les pays), la social-démocratie est restée la principale force représentant les travailleurs et les couches populaires. La social-démocratie traditionnelle pouvait être qualifiée de courant «ouvrier-bourgeois»: c'est-à-dire qu'elle défendait certains intérêts ouvriers dans le cadre de la société bourgeoise et sans remettre en cause celle-ci, voire en étant prête à la défendre contre une poussée révolutionnaire. Elle a mué en un social-libéralisme, profondément inscrit dans la logique du capitalisme désormais reconnu comme «horizon indépassable». Lionel Jospin avait inventé une formule hypocrite: «Oui à l'économie de marché, non à la société de marché». En fait, l'économie de marché généralisée suppose la société de marché et c'est bien dans ce cadre que prospèrent les Cahuzac. D'autant que le passage de la social-démocratie au social-libéralisme s'est également accompagné d'une transformation du personnel dirigeant des partis «socialistes». Les dirigeants traditionnels de ces partis étaient pour une part issus de milieux syndicaux ou militants, les nouveaux dirigeants n'ont souvent jamais distribué le moindre tract (sauf pour se faire élire). Ils proviennent des mêmes catégories de cadres de la fonction publique ou du privé que l'essentiel du personnel politique national de la droite. Ils fréquentent les mêmes milieux, ont les mêmes aspirations sociales.

Ils se retrouvent dans les mêmes lieux commodes de contacts et de connivence. Le Cercle de l'industrie a ainsi été créé en 1973 par le PDG de Renault de l'époque (Dominique Lévy) et par Dominique Strauss-Kahn. Il regroupe les dirigeants des principales entreprises européennes et a traditionnellement deux vice-présidents: un de droite, un «de gauche» (Pierre Moscovici l'a été durant plusieurs années). «Le Siècle», pour sa part, a comme objectif de faire se rencontrer les «élites pour mieux se connaître au-delà du clivage gauche-droite». Il est actuellement présidé par Nicole Notat, succédant à Denis Kessler (ancien vice-président du Medef). Parmi ses membres ou les invités de ses dîners mensuels, la gauche socialiste est

largement représentée. On pourrait multiplier les exemples de ces lieux de rencontre entre «adversaires».

UNE VÉRITABLE OSMOSE

Jérôme Cahuzac est un des produits de cette osmose entre dirigeants politiques de droite et de gauche et monde des affaires. Dans cette galaxie, les politiques gagnent moins que ceux qui font directement du business. D'où des envies, magnifiquement exprimées par Nicolas Sarkozy décorant Stéphane Richard (actuel PDG d'Orange, auparavant passé d'un cabinet ministériel de gauche à un autre de droite) de la Légion d'Honneur, en 2006: «Tu es riche, tu as une belle maison, tu as fait fortune... Peut-être y parviendrai-je moi-même.» Pour satisfaire de telles aspirations, il faut se placer sur le chemin de l'argent. C'est ce qu'a fait Cahuzac qui, après avoir travaillé au sein du cabinet de Claude Évin au ministère de la Santé, déposait en 1993 les statuts de «Cahuzac Conseil», qui travaillera exclusivement pour l'industrie pharmaceutique. En ce sens-là, il est bien le produit d'un système. Au sein du ministère Ayrault, il était le «père-la-rigueur», incarnation hautaine des grands équilibres budgétaires, ce qui ne l'empêchait pas de faire ses petites affaires en douce. Au-delà de Cahuzac, la soumission complète de Hollande au capital financier est visible. Dans sa conférence de presse du 28 mars dernier, il proclamait «Je ne suis pas un président socialiste» et annonçait la diversion désormais traditionnelle: une nouvelle loi sur le foulard. Les turpitudes de Jérôme Cahuzac dévoilées, Hollande promet des mesures de «moralisation» de la vie politique mais maintient le cap de l'austérité.

La crise du pouvoir est ouverte, elle va rebondir. Mais ce qui serait nécessaire, la rupture avec un système économique et politique pourrissant, ne se profile pas encore. Bien que l'économie de profit soit déconsidérée, la crédibilité d'une alternative anti-capitaliste est loin d'être évidente au-delà de milieux restreints. Dans le même temps, l'extrême-droite unie à une partie de la droite se lance dans une offensive réactionnaire qui ne se limitera pas à la question du mariage et de

l'adoption. Cette offensive est d'autant plus dangereuse qu'elle s'accompagne de manifestations de rue.

CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE

Dans la France des années 1930, la crise économique se doublait de la crise du parti traditionnel le plus important à gauche, le parti radical qui représentait essentiellement la petite bourgeoisie. Mais l'espérance socialiste était vivace et il semblait exister une relève du côté des partis se réclamant de la classe ouvrière – socialiste et communiste. La victoire électorale du Front populaire a ainsi favorisé les grandes grèves de juin 36. Les limites de ces partis, leur refus de s'appuyer sur les masses en lutte pour aller au-delà du cadre de l'Etat bourgeois (on se souvient du «Il faut savoir terminer une grève» de Maurice Thorez, dirigeant du PCF), ont entraîné la dislocation des espoirs initiaux. Aujourd'hui, autant qu'en 1938, face au pourrissement du système économique et politique, face à la crise écologique, il est clair que «sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe». Mais, par contre, la suite de ce raisonnement de Trotsky ne correspond plus à la réalité: on ne peut dire aujourd'hui que «la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»

Les anticapitalistes, les révolutionnaires ont donc à reconstruire les capacités d'offensive des travailleurs et de la jeunesse. Il faut remettre en cause cette logique de séparation entre luttes sociales et champ politique, présente non seulement au PS mais aussi dans le Front de gauche: la situation actuelle ne se dénouera favorablement pour le camp populaire qu'à travers une intervention directe de ceux d'en-bas, tant sur le terrain social que sur le terrain politique. Et certainement pas d'un coup de baguette magique – avec, par exemple, Jean-Luc Mélenchon dans le rôle de l'enchanteur Merlin. Il faut, pour reprendre la formule de Daniel Bensaïd, faire preuve d'une «lente impatience», tout en étant prêt aux accélérations de la situation, aux tournants brusques probables dans le climat d'incertitude actuel. □

Les enjeux du mariage pour tous

PAR PHILIPPE PIGNARRE

La violence utilisée par les opposants au mariage pour tous ne peut que rappeler un autre épisode de la vie politique française : l'affaire Dreyfus. C'est la même haine, une coalition semblable regroupant une vieille France crispée autour de ses « valeurs » : autrefois l'armée et l'Église plus l'antisémitisme, aujourd'hui la famille hétérosexuelle, l'homophobie et, toujours, l'Église. C'est bien pourquoi ce combat est si important pour les anticapitalistes.

Derrière la haine des homosexuels, en apparaît une autre : celle des femmes. Une des interventions les plus significatives dans le débat à l'Assemblée nationale était celle d'un obscur député de Bretagne : nous rencontrons dans « nos circonscriptions », se plaignait-il, de plus en plus de femmes qui élèvent seules un enfant. Et ce peut être le résultat d'un choix ! Voilà des femmes qui se passent des hommes ! Des hommes qui non seulement perdent chaque jour un peu plus de leur pouvoir de domination, mais dont des femmes apprennent à se passer. C'est bien ce qui est le plus intolérable pour le machisme : la multiplication des familles hors du modèle patriarcal.

LES RAISONS D'UNE PANIQUE

On comprend pourquoi les opposants au mariage pour tous ont tellement mis l'accent sur la PMA. C'est la technique (qui n'a rien d'ailleurs d'une prouesse technologique – elle peut être réalisée de manière « artisanale ») qui permet aux femmes de faire un enfant sans homme identifié, donc sans père social. Elle représente un bouleversement historique de ce que Claude Lévi-Strauss définissait comme les « structures de la parenté » à la base de la domination patriarcale : les groupes d'hommes font circuler les femmes comme des biens échangeables.

Avec la PMA, ce sont les femmes qui prennent la maîtrise du processus et,

inversion des choses, les hommes sont réduits à du sperme qui circule ! Le problème des machistes est qu'ils ne pourront pas s'opposer à ce droit des femmes de faire un enfant selon les modalités qu'elles désirent, même si le gouvernement n'a pas le courage de faire une loi inclusive. Aucune interdiction légale ne pourra en empêcher les femmes qui ont ce désir. D'où le sentiment de panique qui les gagne, la rage impuissante qui les anime ! Le féminisme nous a appris à distinguer le sexe (mâle et femelle), le genre (homme et femme) et la sexualité. Pour le machisme, ce qui compte c'est l'existence de deux sexes, à la base de tout : le genre n'existe pas de manière indépendante et la sexualité normale est hétérosexuelle. A l'inverse, le féminisme nous a appris que le genre (comment on devient un homme ou une femme) est un enjeu essentiel : le fait de se comporter comme un homme « normal » ou une femme « normale » (se maquiller, se coiffer, jouer ou s'habiller d'une certaine manière, etc.) ne découle en aucune manière du sexe biologique auquel on appartient.

C'est toujours une construction ancrée dans la domination masculine. Or, cette construction est destinée à stabiliser, d'un côté, le sexe et, de l'autre, la sexualité. Car le sexe n'est en aucun cas quelque chose de stable : 1 enfant sur 60 naît avec des caractéristiques biologiques intermédiaires. Ces intersexués sont quelque chose d'insupportable et ils sont victimes d'une violence inouïe faite au nom du genre pour les rendre invisibles : on les opère le plus vite possible (et, le plus souvent, on les « transforme » en fille car c'est plus facile !) Qui a parlé de l'abomination de l'excision ? Quant à la sexualité, on pourrait dire que si le sexe est un « petit fouillis », c'est pour le moins un « grand fouillis » !

ÉGALITÉ DES DROITS ET INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT

Le mariage pour tous est présenté comme une bataille pour l'égalité des droits et la reconnaissance des familles de même sexe. C'est exact. Mais au-delà, c'est une bataille contre le fait que l'État s'occupe du sexe des gens.

On avait une multitude de lois et règlements qui distinguaient les droits en fonction du sexe. Grâce aux luttes féministes, elles ont

toutes été abrogées (même s'il n'échappe à personne que l'inégalité perdure dans la réalité sociale). L'État ne s'intéresse plus au sexe des personnes qu'à deux moments : à la naissance (avec les catastrophes qui en découlent pour les intersexués) et au moment du mariage. Avec le mariage pour tous, l'État se retire de cette seconde affaire. Tant mieux ! Notre corps ne lui appartient pas. □



©Thibault Blondin / Rassemblement le 10 avril à Paris contre les agressions homophobes.

La Cage aux folles : ultime remake ?

PAR PHILIPPE PIGNARRE

Mais à quoi nous fait donc penser Frigide Barjot avec son pseudonyme, sa manière de s'habiller, son scooter rose et ses fausses outrances ? A *La cage aux folles*, bien sûr ! Tout évoque ici la mise en scène de l'homosexualité qui date du début des années 1970 et dont la pièce de théâtre puis les films du même nom ont été un sommet. Voilà comment on aimait les homosexuels : « quand ils nous faisaient rire, nous les gens normaux. Qu'ils sont devenus tristes maintenant à vouloir se marier et élever des enfants. Décidément, on les préférerait avant ». Frigide Barjot mime ce bon vieux temps pour un public complaisant. Évidemment, il y avait un revers à cette mise en scène de cabaret de l'homosexualité (et des homosexuels « que l'on aime » comme dit Frigide Barjot) : la clandestinité – mais aussi les suicides, en particulier des adolescents – de tous ceux qui ne pouvaient pas supporter que ce soit la

seule image que la société leur renvoie, que ce soit l'univers dans lequel on les enferme, qu'Albin ou Renato soit leur destin. Symboliquement, une première page s'est tournée quand un groupe de militants gays a créé les Sœurs de la perpétuelle indulgence. C'était l'anti-cage aux folles : ils se déguisaient en curés, bonnes sœurs et cardinaux à toutes les gay-prides. Ça n'a pas fait rire les mêmes. D'un seul coup, ceux qui avaient tant aimé *La Cage aux folles* trouvaient les homos déjà moins rigolos ! Ils dépassaient les bornes. Une autre page se tourne aujourd'hui, dont témoignent les manifestations pour le mariage pour tous. Les homos, dans l'imagerie de *La cage aux folles*, ce sont toujours des hommes. Or, voilà que ce sont les lesbiennes, et plus généralement les jeunes femmes, qui ont composé les cortèges les plus dynamiques (en particulier les Oui ! Oui ! Oui !). Pour une fois, les gays ne monopolisaient plus la direction du

mouvement. Avec le mariage pour tous, c'est peut-être le féminisme qui s'impose. L'homosexualité change de visage. Frigide Barjot et ses amis qui nous disent « je ne suis pas homophobe, au contraire je les aime, regardez, je suis comme eux » ont quarante ans de retard. En continuant à proposer cette image dégradante qui a toujours tant plu aux homophobes (mais aussi à Nicolas Sarkozy, pas spécialement connu pour son assiduité au théâtre mais qui s'est précipité pour assister à la reprise de la pièce en 2009), Frigide Barjot et ceux qui la suivent se trompent d'époque. On en arrive à plaindre les pauvres catholiques qui n'ont que cette image de l'homosexualité à montrer à leurs enfants. Comment ceux d'entre eux qui se révéleront demain homosexuels pourront-ils l'assumer face à leurs parents ? □

Un entretien avec Christophe Darmangeat

L'incroyable diversité des formes de la famille

PROPOS RECUEILLIS PAR ELSA COLLONGES

Docteur en sciences économiques et enseignant à l'université Paris Diderot, Christophe Darmangeat est l'auteur de deux ouvrages importants d'anthropologie marxiste (voir dans cette édition, page 32). A l'heure du mariage pour tous et des mobilisations réactionnaires de ses opposants, il était utile de solliciter son éclairage sur les formes que la famille, le mariage, la parenté ont pu prendre dans l'Histoire.

Les opposants au mariage pour tou-te-s présentent la famille avec père, mère et enfants comme le seul modèle possible. Existe-t-il ou a-t-il existé des sociétés fonctionnant sur d'autres organisations de la famille ?

Toutes les sociétés ont eu tendance à légitimer leurs institutions en expliquant qu'elles étaient les seules conformes aux lois impératives de la Nature ou de Dieu. En réalité, quand on observe différents types de famille sur l'ensemble de la planète, on est surtout frappé par l'incroyable variété de formes que les êtres humains ont pu imaginer pour vivre ensemble et élever leurs enfants.

La seule constante, jusqu'à l'avènement du capitalisme, est une profonde division sexuelle du travail. Les hommes et les femmes occupant des rôles économiques complémentaires – ce qui ne veut pas forcément dire équitables –, partout la forme courante de la famille incluait des gens des deux sexes. Mais à partir de là, l'imagination humaine a été d'une fertilité sans limites, tant en ce qui concerne les unions sexuelles que les liens de filiation.

Par exemple, pour leurs premiers-nés, les Samo du Burkina dissociaient la paternité biologique de la paternité sociale. Le père social, mari de la mère, n'était pas le procréateur. Tout le monde connaissait celui-ci ; on évitait simplement de prononcer son nom en présence du mari, sauf pour l'offenser. Et toujours en Inde, chez les Toda, qui pratiquaient la polyandrie¹, le père officiel d'un enfant était le dernier à avoir accompli la cérémonie appropriée, et cela, même s'il était décédé depuis des années ! L'ethnologie

fourmille ainsi d'exemples tous aussi étonnants les uns que les autres.

Les anthropologues bien-pensants ont toujours cherché à nier cette diversité en expliquant que tout cela n'était que des variations autour de l'éternelle famille nucléaire. C'est une escroquerie. Comme tout ce qui est humain, la famille – de même que certains des sentiments qui lui sont souvent associés, comme la jalousie –, n'est pas « naturelle ». C'est une construction sociale, éminemment variable.

Le mariage est-il une institution commune à l'ensemble des sociétés ?

Le mariage est une institution presque universelle... mais pas tout à fait ! Un peuple de Chine, souvent présenté à tort comme un matriarcat, les Na, ignorait aussi bien le concept de mariage que celui de paternité. Les femmes avaient des amants « visiteurs », qui ne passaient avec elles que les nuits. Les enfants étaient élevés par leur mère et leurs oncles maternels.

Ailleurs, le mariage a pu revêtir toutes les formes possibles. Familles monogames, polygynes, polyandres, resserrées, élargies², divorce facile ou interdit, adultère admis ou puni de mort, on trouve absolument tout ! Parfois, le mariage ne concernait que deux individus, parfois il était l'enjeu de stratégies complexes. Parfois il se faisait sans plus de formalités, parfois il était conditionné par de lourds paiements, soit de la femme à l'homme (la dot), soit de l'homme aux parents de sa future épouse (le « prix de la fiancée »). Bref, à l'échelle de l'humanité, il n'a clairement pas existé « une », mais de très nombreuses significations sociales du mariage.

Dans notre propre société, ceux qui pratiquent l'union libre ont démontré depuis fort longtemps que pour vivre ensemble entre adultes consentants (quel qu'en soit le sexe), on pouvait se passer de monsieur le maire et de monsieur le curé sans que le ciel ne tombe sur la tête de quiconque...

Existe-t-il des sociétés où les parents socialement reconnus sont de même sexe ?

Absolument. Il me vient à l'esprit deux cas. Le premier est celui de nombreuses sociétés africaines, comme les Nuer, des pasteurs



©Photographie de John H. Fouch, 1877. - Osh-Tisch, ici à gauche, était un Indien crow « deux-esprits ». Il pose avec son épouse sur le plus ancien cliché de berdache connu.

du Soudan. Sous réserve qu'elle en ait les moyens, une femme stérile avait le droit de prendre elle-même une ou plusieurs épouses. Elle payait alors, à l'instar des hommes, la somme voulue à leurs parents, et devenait à tous égards le « mari » de ces femmes. Elle devenait aussi le « père » des enfants que celles-ci ne manquaient pas d'avoir avec des hommes de passage. Ce mariage était homosexuel, mais n'impliquait *a priori* pas des rapports amoureux entre les conjoints.

Le second cas, très différent, est celui de l'Amérique du Nord. Dans la plupart des tribus indiennes existaient des « berdaches »,

également appelés êtres aux « deux esprits », car ils étaient censés cumuler les « esprits » et les rôles sociaux des deux sexes. Ils et elles pouvaient entretenir des relations sexuelles ou se marier de manière hétérosexuelle comme homosexuelle. Dans ce cas, lorsque le conjoint avait eu des enfants d'une précédente union, ces enfants possédaient deux parents du même sexe.

Peut-on faire un lien entre les formes de mariage et de parenté et les inégalités sociales ?

Voilà une question bien difficile, qui a tracassé les anthropologues depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle.

On pensait alors que les systèmes de mariage et de parenté s'étaient partout succédé selon un ordre déterminé. Certains systèmes étaient censés être typiques de sociétés égalitaires, tandis que d'autres étaient associés aux premières inégalités, puis d'autres encore aux classes. C'est le cas chez Lewis Morgan, ce pionnier sur lequel s'appuie Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

Or, les découvertes ultérieures ont montré que les choses étaient beaucoup plus compliquées. Il n'existe manifestement pas d'ordre global de succession des systèmes de parenté, et un même système de parenté peut se retrouver dans des sociétés très différentes. Il existe certaines tendances générales : la plupart des sociétés étatiques ont éliminé les groupes de parenté, lignages ou clans, si répandus et si importants dans les sociétés primitives. Mais ce n'est nullement une règle absolue.

Inversement, certaines sociétés de chasseurs-cueilleurs égalitaires possédaient, lorsqu'on les a étudiées, un système de parenté semblable au nôtre (notre système s'appelle « eskimo », ce n'est pas pour rien). Les mêmes, ou d'autres, pratiquaient, comme dans les îles Andaman, une monogamie assez stricte – bien différente toutefois de la famille bourgeoise traditionnelle.

Et concernant la place des femmes ?

Là aussi, bien des raisonnements du XIX^e siècle ont vieilli. Par exemple, on a pu croire que la transmission de l'appartenance au clan par les femmes – en langage technique, la « matrilinearité » – traduisait d'une manière ou d'une autre leur statut élevé. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien. En revanche, un élément qui intervient davantage est la coutume qui oblige le mari à aller habiter chez sa femme – la « matrilocalité ». C'est alors la femme qui possède la maison... et qui peut donc mettre son mari dehors à tout moment. La matrilocalité s'accompagne pour les femmes d'une certaine puissance économique et d'une position sociale relativement favorable. C'était le cas chez les Iroquois, bien connus de Morgan.

Quoi qu'il en soit, si parmi certains peuples, les femmes ont pu faire peu ou prou jeu égal avec les hommes, il n'en est aucun où elles aient pris le pas sur eux. Dans l'immense

majorité des sociétés primitives, même les plus égalitaires sur le plan économique, la domination masculine était présente, parfois à des degrés extrêmes, et toujours sanctionnée, entre autres, par les formes de mariage et de famille.

Pourquoi la contestation de la famille traditionnelle est-elle possible aujourd'hui ?

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, le capitalisme a bouleversé les rapports sociaux – ce que Marx expliquait déjà dans son *Manifeste communiste* de 1848. À ceux qui accusaient les communistes de vouloir détruire la famille, il répondait que la société bourgeoise elle-même était en train d'accomplir cette tâche. Elle l'a fait de multiples manières – pour preuve nos propres sociétés, où aujourd'hui bien des enfants naissent hors mariage, grandissent dans des familles monoparentales ou recomposées, ou possèdent deux parents du même sexe. Le facteur le plus important de cette évolution, celui qui en a été le fondement, est la généralisation de la production marchande. Pour résumer, à partir du moment où un individu (homme ou femme) perçoit un revenu, et sous réserve que celui-ci soit suffisant, il peut dorénavant acheter tout ce qui est nécessaire pour vivre.

C'est la clé d'un bouleversement énorme. Vivre à deux a pu cesser d'être une nécessité imposée par des règles sociales, en particulier la division sexuelle du travail, et devenir un choix librement consenti – d'autant plus librement qu'il n'est pas biaisé par des problèmes d'argent. Cette évolution constitue une immense libération, un progrès qui laisse entrevoir ce que pourront être les relations intimes dans une société future, une société débarrassée de toutes les croyances et les traditions qui, en plus des contraintes matérielles, pèsent encore aujourd'hui sur les individus.

J'en profite pour ajouter que cette même généralisation de la production marchande explique aussi l'émergence de la revendication de l'égalité des sexes. L'idée selon laquelle hommes et femmes doivent pouvoir occuper indifféremment les mêmes positions dans la société n'avait jamais vu le jour dans aucune société avant le capitalisme. Elle est en est le fruit, tout comme l'ensemble des idéaux communistes. Mais pour cueillir ce fruit-là, il faudra abattre l'arbre qui l'a porté ! □

¹ Polyandrie : la possibilité pour les femmes d'avoir plusieurs époux.
² Polygynie : fait pour un homme de vivre avec plusieurs femmes. Famille élargie : ensemble de personnes de la même famille vivant dans le même foyer.

Ce que nous apprend la crise chypriote

PAR FRANÇOIS CHESNAIS



©Stella Meginoulaki Okeanews. – « Les Non du peuple plus forts que la Troïka ».

La fragilité collective, « systémique » des banques européennes (ce qui n'empêche pas certaines de continuer à faire des gros bénéfices) a pour origine leur participation, à partir de 2002, à l'émission et la circulation de capital fictif au 9^{ème} degré sous la forme des nombreux actifs très complexes nommés « produits structurés ». L'effondrement du marché hypothécaire étatsunien en 2007 et le début de la crise économique et financière mondiale, avec la crise des effets *subprime* (correspondant à des crédits immobiliers accordés à des ménages aux capacités de remboursement incertaines), ont tout de suite engendré des dégâts en Europe.

A côté d'actifs pourris d'origine étatsunienne, les banques européennes, celles de la France et de l'Allemagne en tête, ont accumulé les créances de prêts faits dans la zone euro à des sociétés hypothécaires et des banques régionales comme en Espagne ou comme en Grèce à des gouvernements pour le financement de dépenses parasitaires (armes², « grands travaux inutiles » en pagaille, etc.). La diminution des impôts sur la fortune et le capital ont accru un peu plus chaque année le recours à l'emprunt par les Etats. La formation des dettes publiques a pour effet de renforcer les positions du capital porteur d'intérêt et de créer des changements dans les rapports politiques. Une fois formées, les dettes publiques ont vocation à ne jamais s'éteindre mais à créer, en se reproduisant sans accroc, un flux

régulier d'intérêts venant d'impôts prélevés sur ceux qui ne peuvent pas y échapper. Pour les banques et les fonds de placement, les dettes publiques sont un vrai bonheur.

CRISE DES BANQUES ET CRISE DES DETTES PUBLIQUES

Les choses se gâtent lorsque le poids cumulé des dettes et l'aggravation des déficits budgétaires commencent à faire douter de la capacité de certains Etats à assurer le paiement des intérêts et le respect des échéances de remboursement. L'interconnexion des économies et l'enchevêtrement des longues chaînes transnationales de dettes et de créances signifient que l'exposition de banques à une dette publique nationale devenue douteuse aux yeux des investisseurs enclenche un processus cumulatif de contagion. Les difficultés des Etats accentuent la fragilité des banques et la méfiance des investisseurs aggrave les conditions d'emprunt des Etats (mesurées en Europe par le fameux « *spread* », écart par rapport au taux d'emprunt du Trésor public allemand). C'est ce processus qui s'est enclenché début 2011 le jour où la Grèce a annoncé qu'elle ne pourrait pas faire face à ses prochaines échéances. Dans une configuration où ce qu'on nomme le crédit à l'économie (aux entreprises et aux ménages) est devenu l'activité qui rapporte aux banques le moins de profit et dont elles se soucient peu, « sauver les banques » a pour sens de leur garantir la continuité des flux d'intérêts issus des emprunts publics et le respect des échéances. Pour cela il n'y a qu'un seul moyen : imposer un régime de talon de fer aux travailleurs et aux couches populaires, accroître les impôts qui pèsent sur eux à commencer par la TVA, réduire les retraites et faire des coupes sombres dans les dépenses, dans la santé notamment. Et pour s'assurer que les gouvernements y procèdent, s'immiscer directement dans la politique intérieure par tous les moyens conçus par l'Union européenne, la BCE et le FMI, jusqu'au choix des premiers ministres et l'installation des missions de la Troïka pour assurer la bonne rédaction des décrets.

CHYPRE: DU PAREIL MAIS AUSSI DES DIFFÉRENCES

On en vient maintenant au déroulement de la crise chypriote et à ses étapes jusqu'à aujourd'hui. Disons un mot au sujet de Chypre. Au terme d'une longue histoire violente entre populations turques et grecques, l'entité politique Chypre est la moitié de l'île portant ce nom. Son intégration à l'Union européenne en 2004 a fait partie des relations compliquées de l'UE avec la Turquie. La raison de son intégration à la zone euro en 2008, alors qu'elle ne faisait pas mystère de sa qualité de paradis fiscal, a été, sans l'ombre d'un doute, de permettre aux banques européennes, et pas seulement celles basées à Londres, de pouvoir « faire travailler » l'argent de l'oligarchie et de la mafia russes (la ligne de partage est évidemment difficile). En mars, le secteur bancaire représentait environ huit fois le PIB et l'activité de domiciliation maritime y était aussi fort importante. Les Russes ont été à la fois déposants et actionnaires des banques chypriotes, en particulier de la Bank of Cyprus qui possède une très grosse filiale à Londres et à travers celle-ci une autre en Russie.

A la mi-mars 2013, une menace de faillite imminente de la seconde banque, la Lakibank, trop grosse pour être sauvée par le gouvernement chypriote, a obligé celui-ci à appeler à l'aide la Troïka en catastrophe. Au départ, il s'agissait de réunir 18 milliards d'euros pour éviter l'effondrement du système financier. La somme a grimpé trois semaines plus tard à 23 milliards. Le 18 mars, la Troïka a répondu qu'elle apporterait 10 milliards (ce que l'Union européenne a confirmé à Dublin le 16 avril) à condition que le gouvernement chypriote trouve le reste, soit aujourd'hui quelque 13 milliards.

Un ensemble de mesures a été décidé par la Troïka et le gouvernement chypriote à la même date. Cela comprenait une longue liste de mesures dites « d'austérité » semblables en tous points à celles qui ont été imposées à la population en Grèce, au Portugal et en Espagne, mais aussi, de façon inédite, une taxe de 6,75% sur tous les dépôts bancaires en-deçà de 100 000 euros et de 9,9% au-delà de ce

seuil. Dans les jours qui ont suivi, les manifestations, la ruée des gens sur les guichets automatiques (les banques ont été fermées presque une semaine) et le rejet du plan par le parlement à l'unanimité ont obligé le gouvernement à annuler la taxation des dépôts inférieurs à 100 000 euros, mais aussi à fermer les banques. Le 24 mars une nouvelle négociation entre la Troïka, les ministres des finances européens et le président chypriote, a accouché d'un nouveau plan. La taxe sur les dépôts est abandonnée. Les dépôts de moins de 100 000 euros sont garantis. Mais la Lakibank est liquidée sans indemnité pour ses actionnaires et les dépôts de plus de 100 000 euros subissent une décote pouvant atteindre jusqu'à 30%. Le secteur bancaire est restructuré autour de la seule Bank of Cyprus. L'impôt sur les sociétés connaît une petite hausse (de 10 à 12,5%). Le contrôle des mouvements de capitaux est institué.

UN PRÉCÉDENT INSTRUCTIF

Pendant la période de fermeture des banques, de gros clients russes ou autres ont pu encore organiser en transitant par Londres un transfert de masses d'argent importantes. La BNP Paribas a pu « déménager » sa filiale dare-dare. Mais comme l'ont écrit *Les Echos* à la suite d'articles semblables dans la presse financière anglo-saxonne, « en dépit des assurances des différents responsables européens que "Chypre est un cas spécial", il faut reconnaître que la zone euro, en cette fin mars 2013, a radicalement changé. » Les traits impérialistes des rapports politiques intra-européens apparus en 2010 avec la crise bancaire et le traitement infligé à la Grèce et au Portugal ont reçu un éclairage de plus à Chypre. Les Chypriotes vont subir une austérité drastique et vivre une profonde récession dont ils ne verront pas la fin. Mais ils ont aussi failli perdre même leurs dépôts. La crise chypriote a montré que « les propriétés des citoyens des pays riches et peuplés sont protégées, fussent-ils très riches (...), mais que pour ceux des petits pays rien n'est réellement assuré. Pour eux, même la garantie de 100 000 euros en cas de faillite bancaire n'est qu'un mot que l'on peut mépriser. »

Cette menace se double de mesures qui doivent avoir valeur de précédent. La seconde banque du pays a été mise en faillite et fermée, les actionnaires, gros déposants et aussi créanciers qui n'ont pas pu se dégager à temps ont vu l'effacement (partiel) de leurs titres et avoirs. Un contrôle des mouvements de capitaux a été mis en place. La nationalisation sans indemnité est donc possible. De même que le contrôle des mouvements de capitaux. Ces deux mesures sont donc mobilisables dans la campagne pour l'annulation de la dette.

Dès que les résultats de l'audit de la dette seraient connus et ses conséquences tirées par l'annulation de l'essentiel de celle-ci, la nationalisation-socialisation des banques et l'instauration du contrôle sur les mouvements de capitaux sauvegarderaient le système bancaire et le mettraient en état de créer du crédit pour les investissements socialement et écologiquement nécessaires. Parce qu'il est « citoyen », l'audit ne garantirait pas simplement les dépôts inférieurs à 100 000 euros, mais aussi l'épargne populaire (Livret A, plans de développement durable, etc.). Dans une situation où le respect de la dette est présenté plus que jamais par les partis de gouvernement comme un impératif dont les exigences doivent l'emporter sur la santé, le logement, les retraites et l'emploi, alors que le versement et la perception des intérêts (première dépense dans le budget en 2012) sont au cœur des écarts de richesse qui se creusent, l'annulation de la dette avec sauvegarde de l'épargne populaire doit passer du statut de bonne idée défendue par éclipse à celui de revendication du mouvement social dans son entier. □

¹ Par « Troïka », on désigne les équipes composées de représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI, chargées de superviser les plans d'austérité dans les Etats ayant fait l'objet de programmes d'assistance européens.
² Un rapport récemment publié, « Guns, debt and corruption » (armes, dettes et corruption), souligne l'importance des dépenses militaires dans les crises de la dette : <http://www.tni.org/sites/all/modules/civicrm/extern/url.php?u=1345&tid=177759>

TUNISIE Le mouvement ouvrier à la croisée des chemins

PAR SARAH X'ET Wafa GUIGA

L'assassinat de Chokri Belaïd (6 février 2013), secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifiés et dirigeant du Front populaire (FP), a montré à quel point les forces de la réaction ont pris de l'assurance et la situation est devenue critique en Tunisie. En deux ans, la bourgeoisie a su réorganiser et maintenir son pouvoir politique. Quant au mouvement ouvrier, il se retrouve face à des choix historiques qui conditionneront l'évolution de la situation.

Tous les moteurs de la mobilisation sociale sont encore là. La crise économique s'approfondit et aucune réponse acceptable n'est faite aux travailleurs. Le chômage atteint plus de 17 % dont une moitié (350 à 380 000) de diplômés. L'inflation s'élève à 7 - 9 %, étrangle les familles modestes et fait ressentir à la petite-bourgeoisie son déclassement progressif. La réponse apportée

par le gouvernement islamiste est la répression violente et de plus en plus fréquente des mobilisations : agression des manifestations, attaque des locaux syndicaux et politiques, arrestations arbitraires et, dans de nombreux cas, actes de torture sur les militants arrêtés. Aucune concession n'est faite aux travailleurs, satisfaisant ainsi la bourgeoisie locale, les concurrents « modernistes » d'Ennahdha et les puissances impérialistes. L'économie tunisienne est très dépendante des puissances impérialistes, des marchés extérieurs (tourisme, sous-traitance, exportation de matières premières) et des dettes contractées auprès des pays riches et des institutions internationales. Ennahdha a donc besoin de la bienveillance de ces acteurs. Si son projet de société réactionnaire se traduit au quotidien par des atteintes graves aux libertés – notamment celles des femmes –, il est donc bridé par la nécessité d'assurer un minimum de stabilité politique pour préserver les intérêts des investisseurs. Ennahdha tente ainsi de maîtriser les diverses milices islamistes, pour que la

violence, suffisamment élevée pour maintenir sur le terrain cette présence terrorisante qui inhibe les mobilisations sociales, tout en imprimant à la société une teinte islamiste, reste en même temps à un niveau suffisamment bas pour ne pas gêner les intérêts capitalistes. Et si certaines milices tentent de la dépasser, elle n'hésite pas à les réprimer. Un affrontement entre police et salafistes le 13 avril s'est achevé par la mort d'un salafiste par un tir à balle réelle, montrant la détermination d'Ennahdha à contrôler la situation.

LES CHOIX ÉCONOMIQUES D'ENNAHDHA

Sur le plan économique, Ennahdha multiplie les garanties aux puissances impérialistes. Un avant-projet de nouveau code de l'investissement a été présenté par le ministre des finances devant les élus français, avant de l'être devant l'assemblée constituante tunisienne ! Il prévoit pour les capitalistes étrangers la possibilité de posséder jusqu'à 30% des terres agricoles tunisiennes et de bénéficier, en cas d'activités totalement exportatrices, de cadeaux fiscaux de taille ainsi que



©Wikimedia Commons - Le groupe Ennahdha à la Constituante.

d'un financement par l'Etat tunisien des salaires des ouvriers agricoles. Le gouvernement s'est aussi engagé à mener un énième plan d'ajustement structurel, condition d'accès à un nouveau crédit du FMI qui s'élèverait à 1,75 milliard de dollars.

La contrepartie de ces garanties commence à se voir au niveau européen : l'Allemagne s'apprête à faire de nouveaux investissements dans le pays. Le gouvernement français multiplie les rencontres avec les responsables d'Ennahdha, révélant l'hypocrisie des déclarations de Valls sur la montée d'un fascisme islamiste en Tunisie. Il faut dire qu'avec de telles garanties pour leurs intérêts, les impérialistes sont tranquilles.

On ne doit donc pas s'étonner du soutien apporté par les anciens dirigeants benalistes au mouvement islamiste Ennahdha. On retrouve à leur tête Béji Caïd Essebsi. Cet ancien ministre de l'intérieur de Bourguiba et ancien président de l'assemblée nationale sous Ben Ali a été premier ministre du 27 février au 23 octobre 2011. Il est aujourd'hui le chef de file des « modernistes » regroupés dans Nidaa Tounes (« Appel de la Tunisie ») et s'opposant à Ennahdha sur le thème de la laïcité. Mais quand il était au pouvoir courant 2011, et même après l'élection de l'assemblée constituante, il les a ouvertement

soutenus par moments. La bourgeoisie était en fait à la recherche d'une organisation pour la représenter dans les institutions et les benalistes ont été un temps obligés de se faire discrets.

Le « modernisme » affiché par Essebsi n'est donc qu'un vernis publicitaire pour un contenu politique réactionnaire et ultralibéral. Au fond, il est aussi compatible avec l'islam politique qu'Ennahdha est soluble dans l'ordre mondial impérialiste. Les divergences affichées ne correspondent qu'à une compétition pour représenter la bourgeoisie et ses intérêts. Dans cette compétition, Ennahdha s'avère être une organisation politique efficace qui parvient à gérer les difficultés, réussit à maintenir son pouvoir et à bénéficier de la bienveillance des puissances impérialistes, à chaque fois que l'ennemi commun – la classe ouvrière – révèle son potentiel. De leur côté, les « modernistes » ont déjà fait la preuve, quand Essebsi était premier ministre, de leur détermination à réprimer le mouvement ouvrier. C'était ce qu'ils appelaient alors le maintien du « prestige de l'Etat ».

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'ASSASSINAT DE BELAÏD

C'est dans ce contexte que les attaques sont devenues de plus en plus fréquentes et violentes contre le mouvement ouvrier et ses représentants.

Chokri Belaïd recevait des menaces de mort – certaines publiques – depuis des mois, comme bien des militants politiques, syndicaux et associatifs. Les violences étaient devenues courantes, de même que les attaques de milices diverses contre les locaux des organisations, les meetings de l'opposition (même bourgeoise), les écoles, universités, hôpitaux, etc. Certaines de ces milices sont directement et ouvertement liées à Ennahdha, d'autres bénéficient au moins de la bienveillance du ministère de l'intérieur. Le contexte était donc tout à fait propice à un tel assassinat, dont les inconnues étaient la date et l'identité de la victime. Quand le 6 février au matin la nouvelle de la mort de Belaïd a commencé à se propager, des manifestations et rassemblements spontanés ont eu lieu dans plusieurs villes. Le jour de l'enterrement, la journée de grève-deuil d'abord appelée par le FP, puis approuvée par le syndicat patronal (UTICA) avant d'être confirmée par la direction de l'UGTT et protégée par l'armée, a été massivement suivie. Des centaines de milliers de personnes ont pris part à cette journée de deuil dans la capitale et un peu partout dans le pays, pour exprimer leur rejet de cette violence ultime contre les opposants politiques.

A ce moment-là, Ennahdha est apparue isolée mais n'était pas à terre. D'abord, elle a

©Photothèque rouge / MILO - Rassemblement à Paris dans la nuit du 6 février.



su gérer – notamment en tirant profit de sa diversité – les pressions internationales qui rappelaient que leur soutien était conditionné à une certaine respectabilité. Le premier ministre Hamadi Jebali s'est mis en avant comme un modéré opposé à l'extrémisme du chef d'Ennahdha Rached Ghannouchi. Beaucoup ont accepté d'oublier les crimes de Jebali, dont les tirs à la chevrotine contre les manifestants de Siliana (décembre 2012). Parmi les «modernistes», on a bien voulu voir en lui ce rassembleur qui allait sortir le pays de la crise par la composition d'un nouveau gouvernement de technocrates associant l'opposition. Mais après lui avoir tendu la main, l'opposition «moderniste» ne s'est finalement pas associée au gouvernement, entre autres à cause du rejet massif d'une fraction de son électorat potentiel (une partie de la petite-bourgeoisie). La riposte des organisations ouvrières n'a pas été non plus d'une ampleur suffisante pour accentuer la crise politique. Au lendemain de l'enterrement, il n'y a pas eu d'appels à la grève, par exemple, qui auraient permis de maintenir un niveau de pression fort. Au contraire, la direction de l'UGTT a encore une fois ramené la centrale syndicale à un rôle de médiateur, en remettant aussitôt sur le tapis son initiative de dialogue national incluant les partis de gouvernement. Cela a contribué à redonner une légitimité à Ennahdha. Les organisations du FP étaient quant à elles tiraillées entre une volonté d'indépendance vis-à-vis des partis bourgeois et la tentation d'un front large contre Ennahdha. Le Front populaire regroupe tous les partis de la gauche tunisienne, les partis nationalistes arabes, des associations et des indépendants. Il s'est constitué en octobre 2012 dans le but de représenter «une alternative pour un vrai gouvernement et dépasser par là la fausse dualité prétendant opposer "deux pôles" qui, en fait, se rencontrent autour du maintien des mêmes orientations économiques, acquises aux milieux libéraux et soumises aux sphères étrangères, même si l'un se drape de la couverture "religieuse" et l'autre d'une couverture "moderniste"». Certains militants reprochent justement à leurs directions de ne pas avoir permis au FP d'apparaître à ce moment-là comme porteur de cette alternative nettement distincte et indépendante des «modernistes». Un nouveau gouvernement a finalement été constitué, avec l'ancien ministre de l'intérieur comme premier ministre et des «technocrates» dans certains ministères.

Le nouveau ministre de l'intérieur, présenté comme un modéré, n'a pas tardé à ressortir la chevrotine (27 mars) contre les chômeurs de Mdhilla, pendant une manifestation contre les résultats de la dernière campagne de recrutement à la Compagnie des phosphates de Gafsa. En quelques semaines, Ennahdha a donc réaffirmé son pouvoir.

DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES HÉSITANTES

Sans spéculer sur les auteurs et les commanditaires du meurtre de Chokri Belaïd, on constate en tout cas que sa conséquence immédiate est un début de retour de la peur, un affaiblissement du Front populaire (FP) et par extension du mouvement ouvrier, au moins sur le court terme. Car si les luttes continuent, elles sont affaiblies. Les grèves sectorielles se poursuivent mais sont essentiellement défensives et rarement victorieuses. L'exemple le plus récent est celui de la grève de 80 % des 6 000 salariés de Téléperformance (TP) entre le 1^{er} et le 3 avril, contre les licenciements abusifs, les conditions de travail inacceptables et le refus de la direction de tenir son engagement d'une augmentation des salaires de 4%. Cette grève est assez représentative de la situation actuelle. Elle a été la preuve de la capacité de mobilisation encore importante mais aussi du faible niveau d'auto-organisation. Elle a démarré par une grève de la faim, signe de démoralisation, et ne s'est transformée en mouvement organisé qu'avec l'intervention directe des directions syndicales qui ont réussi à négocier un accord avec la direction de TP. Celui-ci arrache les augmentations de salaires et la réintégration de salariés virés pour avoir participé à la grève. Mais le syndicat a fait une concession: il s'engage à «favoriser la paix sociale au sein de Téléperformance» et limite les possibilités de mobilisation des salariés. Contre la politique hostile aux travailleurs menée par le gouvernement et le patronat, les militants du FP s'inscrivent dans les mobilisations existantes et les animent. Le FP met aussi en avant un plan d'urgence exigeant l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail, la suspension du paiement de la dette extérieure de l'Etat, contre les politiques d'austérité et les plans d'ajustement structurels imposés par le FMI. Cependant, depuis l'assassinat de Belaïd, les discussions au sein de la direction du FP tournent autour de l'initiative de l'UGTT d'un dialogue national sur la non-violence, la mise en place d'une instance électorale indépendante, la finalisation de la Constitution et

l'établissement d'un agenda électoral. Ce débat sur les rythmes institutionnels ne risque-t-il pas de profiter à Ennahdha qui pourrait ainsi gagner du temps pour installer encore plus ses serviteurs dans les rouages de l'Etat? Et à l'autre face de la réaction, Nidaa Tounes, qui n'a aucune réponse crédible à apporter aux travailleurs? Certains militants du FP reprochent à leurs directions de ne pas discuter plutôt de la riposte à la violence politique et de comment l'organiser concrètement, puisque que les travailleurs et la population ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se protéger. En effet, il ne semble pas encore envisagé de développer une politique de défense active du mouvement ouvrier. Des militants des différentes organisations du FP considèrent qu'il serait pourtant possible de mobiliser autour de cette question, vu la précédente expérience de comités de défense des quartiers fin janvier 2011, qui maintient présente dans les esprits l'idée de la possibilité d'une autodéfense. Les militants qui ont cette préoccupation pointent une question importante de la situation. Si les organisations ouvrières arrivent à construire cette politique d'autodéfense active et assumée, y compris en la proposant aux autres composantes de l'opposition politique (les mettant ainsi face à leurs contradictions), si elles arrivent à remettre au cœur de leur intervention la défense des intérêts des travailleurs, elles n'en seront que plus crédibles aux yeux de ces derniers, représentant ainsi une alternative crédible, militante, concrète et révolutionnaire au système actuel. A ce moment là, même l'aile «moderniste» de la petite-bourgeoisie pourrait basculer. Mais on n'en est pas là. Les organisations ouvrières apparaissent plutôt comme des mouvements revendicatifs, pas assez indépendants des directions syndicales et de leurs inerties. Si le mécontentement populaire reste aussi profond mais qu'en même temps le niveau d'auto-organisation des luttes reste aussi faible et les organisations ouvrières aussi hésitantes, cela profitera aux classes dirigeantes. L'alternative serait alors: la montée encore plus brutale de la réaction, ou la normalisation bourgeoise où islamistes et «modernistes» alterneraient au pouvoir avec la bénédiction des impérialistes, pour poursuivre les mêmes politiques hostiles aux travailleurs et maintenir voire amplifier le climat de terreur actuel. □

NOUVELLE TÊTE DE GONDOLE AU VATICAN

QUI EST BERGOGLIO ET POURQUOI L'ONT-ILS MIS LÀ ?

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Acculée par les révélations sur les délits économiques du Vatican, ses alliances et intérêts mafieux, ses curés pédophiles, fragilisée par la crise des vocations sacerdotales et abandonnée par nombre de ses fidèles, l'Eglise catholique apostolique romaine avait bien besoin d'un coup de peinture fraîche... Pour essayer de récupérer sa crédibilité et, au-delà, son pouvoir de force politique internationale contre-révolutionnaire. D'où Bergoglio. Dont la tâche, néanmoins, ne sera pas simple.

Il fallait ravalier la façade, donner l'impression qu'il va y avoir du changement, et les cardinaux sont donc allés chercher leur nouveau pape au bout du monde, en jouant la carte de «l'outsider» capable de réformer l'institution. Mais qui est François et quel rôle est-il censé jouer?

LE JEUNE BERGOGLIO

Dans les années 1960 et 1970, dans la foulée du concile Vatican II, surgit en Amérique latine la théologie de la libération. Cela a été un courant de masse qui, sans être marxiste, utilisait dans ses analyses des éléments du marxisme. Son «choix en faveur des pauvres» l'avait conduit à préconiser une Église horizontale, ce qui fut immédiatement perçu comme une menace par le Vatican et les gouvernements successifs des Etats-Unis. Pas totalement à tort. Beaucoup de ses curés et plusieurs de ses évêques, qui exerçaient leur apostolat dans les quartiers ouvriers et les campagnes, furent rejoints par des milliers de jeunes catholiques qui croyaient en un socialisme «chrétien». Certains rejoignirent des organisations de gauche luttant pour le socialisme, par la voie politique ou par celle de la lutte armée. Cette génération a été décimée par les dictatures militaires, fomentées par l'impérialisme US, qui se sont succédé sur le continent dans les années 1970.

Tel ne fut pas le cas du nouveau pape François. En 1972, déjà ordonné prêtre, Jorge Bergoglio s'intégrait à la Garde de Fer, un groupe de la droite péroniste inspiré de l'organisation fasciste de même nom, fondée en Roumanie en 1927 par le catholique ultra Corneliu Codreanu. La Garde de Fer argentine fut un mouvement assez particulier. Ses lectures politiques allaient des discours de Perón aux écrits de mystiques et de jésuites du XVI^e siècle en passant par... Lénine. Ses militants définissaient leur organisation comme «léniniste» et basée sur le centralisme démocratique. Au sein du mouvement péronisme, jamais ils ne se sont définis comme fascistes; ils prétendaient se situer «au milieu», entre la gauche guérillériste des *Montoneros* et la droite péroniste fascisante. A sa meilleure époque, la Garde de Fer a pu compter jusqu'à 15 000 membres. Elle affirmait se tenir «à la disposition du général Perón». A sa mort, en 1974, l'organisation s'est officiellement dissoute, ses membres conservant toutefois entre eux des relations².

PENDANT LA DICTATURE

Sous la dictature de 1976-83, Bergoglio choisit d'éviter le rôle de martyr, à l'opposé de l'évêque Enrique Angelelli et de tant d'autres curés et bonnes sœurs, assassinés sans que la hiérarchie religieuse argentine ou romaine n'émette la moindre protestation. De même se garda-t-il de toute critique un peu ferme de la dictature, à l'opposé des évêques Miguel Hesayne, Jorge Novak ou Jaime de Nevares. Mais il est avéré qu'il n'a jamais été un complice direct des militaires, comme l'a établi le prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel. Quel a donc été son rôle comme «provincial» (responsable en Argentine) de l'ordre des Jésuites? On sait que pèsent sur Bergoglio des accusations à propos de la séquestration et de la torture de deux pères jésuites, en mai 1976. En 2010, il a témoigné au procès tenu sur ce cas, en niant toute responsabilité³ et en affirmant qu'il avait contacté des membres de la junte militaire pour demander leur libération – qui est finalement intervenue. Sa version a été corroborée par plusieurs témoignages. La revue *Tiempo Argentino* (du

17 mars 2013) cite le reportage dans lequel un dirigeant de la Garde de Fer dit avoir participé, comme représentant de Bergoglio, à une réunion avec l'amiral Massera⁴ dans laquelle s'est négociée la libération des deux jésuites. Comme contrepartie, Massera fut nommé, quatre semaines plus tard, docteur honoris causa de l'université de Salvador. D'autres victimes de la dictature ont donné des témoignages sur des tentatives de Bergoglio, comportant pour lui certains risques, de les sauver du terrorisme d'Etat. Plusieurs de ces cas sont appuyés par des documents. Dans tous les cas, comme l'a affirmé Ricardo Lorenzetti, président de la Cour suprême de justice: «On ne peut pas parler d'une situation où il y aurait une personne totalement innocente (...) Au-delà des désaccords et de ce que certains peuvent dire de ce qu'il aurait fallu faire, il est clair qu'il n'y a aucune mise en cause concrète.»⁵

LEADER DE LA RÉACTION CLÉRICALE

Après la dictature, le rôle du futur pape a été beaucoup plus clair. Comme cardinal primat d'Argentine, il a systématiquement pris position contre toutes les causes progressistes. Ses déclarations contre le mariage pour tous – adopté par l'Argentine avant la France – le situaient à la hauteur des énergumènes de «la manif pour tous»: «Il ne s'agit pas d'un simple projet législatif mais d'un mensonge qui vise à tromper les fils de Dieu.»⁶ Opposé à l'éducation sexuelle à l'école et aux droits des femmes à contrôler leur corps (contraception et avortement), Bergoglio a été l'instigateur de l'inclusion dans la Constitution argentine, en 1998, du droit du fœtus comme «enfant à naître». En 2011, il a qualifié de «lamentable» la décision de la ville de Buenos Aires de dépenaliser l'avortement, en ajoutant: «une fois de plus, on voit que l'on avance délibérément vers la limitation et l'élimination de la valeur suprême de la vie et l'ignorance des droits des enfants à naître.»⁷ Défenseur des privilèges – élargis sous la dictature militaire – de l'Eglise, il n'a jamais évoqué l'idée d'en exclure les criminels



condamnés pour leur participation aux séances de torture et assassinats. Ses positions sont celles de l'institution ultra-réactionnaire qu'est l'Eglise catholique. Rien d'étonnant à ce que son élection soit considérée comme une victoire de son secteur «centriste».

EN FAVEUR DES PAUVRES ?

Lors de son passage dans la Garde de Fer, le futur pape a appris à fréquenter les déshérités. Son épiscopat a été marqué par ses dénonciations de la condition des pauvres «*persécutés parce qu'ils réclament du travail*» alors que les riches «*ignorent la justice et en plus en sont applaudis.*»⁸ Dans sa dernière homélie de Carême, il dénonçait le fait que «*nous nous levons chaque matin en acceptant comme naturel le paysage de la pauvreté et de la misère qui marchent dans les rues de notre ville.*»⁹

Ses appels à une église des pauvres qui suivrait les pas de Saint-François-d'Assise, ajoutés à ses origines plébéiennes, à son mode de vie austère et à ses entorses aux mesures de sécurité, détonnent avec la tradition des papes élitistes et aristocratiques, en nourrissant les illusions des secteurs qui subsistent encore de la théologie de la libération. Mais le choix de François en faveur des pauvres est celui de la Doctrine sociale de l'Eglise, qui s'est toujours définie en opposition au capitalisme néolibéral... sur le papier.

Un pape aussi conservateur que Jean-Paul II pouvait ainsi affirmer : «*Chaque jour domine davantage le système appelé néolibéralisme ; un système qui fait référence à une conception économiciste de l'homme, considère les profits et les lois du marché comme des paramètres absolus au détriment de la dignité et du respect des personnes et des peuples. Ce système s'est parfois transformé en justification idéologique de certaines attitudes et manières de faire sur le terrain social et politique, qui entraînent la marginalisation des plus faibles. De fait, les pauvres sont toujours plus nombreux, victimes de politiques et de structures souvent injustes (...)* La doctrine sociale de l'Eglise assume une attitude critique face au capitalisme libéral»¹⁰.

Ces déclarations n'ont cependant rien de surprenant. Sinon, comment convaincre les pauvres que la «*sainte-mère l'Eglise*» est de leur côté ? Le choix en faveur des pauvres du pape François n'ira pas au-delà d'une dénonciation du néolibéralisme et

d'un accompagnement pieux, à distance, des souffrances des masses. Sans jamais dire que la pauvreté n'est pas un résultat de la volonté de Dieu, mais le produit de la société capitaliste.

du Vatican, puisse au minimum donner l'illusion d'un changement. De l'autre, l'Eglise tente d'une certaine façon de rééditer avec François le coup de Jean-Paul II, qui avait réussi à surfer sur les

Lorsque Jean-Paul II était devenu pape, en 1978, le néolibéralisme commençait son ascension et la structure monolithique de l'URSS et de ses satellites se fissurait. En Pologne avait surgi Solidarnosc, à la fois



DR / Le futur pape François, en recueillement sur fond de drapeau argentin.

LES RAISONS D'UN CHOIX

Même si à cette étape on ne peut formuler beaucoup plus que des hypothèses, il semble bien que Bergoglio ait été choisi pour remplir deux tâches : la première, interne à l'institution catholique ; la seconde, liée aux processus en cours en Amérique latine. D'un côté, face à la corruption de la curie romaine, il fallait trouver quelqu'un d'idéologiquement fiable et qui, en même temps, n'ayant pas de lien avec l'establishment

processus révolutionnaires antistaliniens en Pologne et dans l'Est de l'Europe, pour ensuite les ramener dans le giron du capitalisme et de la domination impérialiste. Bergoglio devrait remplir le même rôle vis-à-vis du continent latino-américain, aujourd'hui au centre de l'effervescence révolutionnaire mondiale, tout en s'efforçant de liquider la théologie de la libération et de contenir l'avancée des évangélistes qui sapent l'influence catholique.

syndicat et mouvement de lutte de masse contre le régime stalinien, dont les prises de position radicales et autogestionnaires paraissaient ouvrir la possibilité d'une issue anticapitaliste. En Amérique latine, la théologie de la libération restait vigoureuse en dépit de la répression ; deux mois après son élection à la présidence des Etats-Unis, en 1981, Reagan avait organisé une réunion du Conseil national de sécurité US avec à son ordre du jour : comment en finir avec

elle. Le résultat fut la sainte-alliance formée entre le Vatican et l'impérialisme US. Le pape polonais put ainsi disposer de tous les dollars dont il avait besoin pour corrompre Solidarnosc et utiliser son influence en faveur de la restauration capitaliste en Europe de l'Est. Dans le même temps, il s'engageait à tout faire pour marginaliser et faire taire la théologie de la libération.¹¹

MINER LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES

La situation mondiale est marquée par une profonde crise systémique et, dans ce cadre, la mobilisation des masses latino-américaines et l'existence de gouvernements indépendants de l'impérialisme constitue pour ce dernier un sérieux sujet de préoccupation. L'Eglise catholique va donc probablement tenter, en alliance avec les droites du continent et l'impérialisme US, une offensive similaire à celle de Jean-Paul II et Reagan. Son poids, sur un continent qui réunit 39% des catholiques du monde entier, reste dans tous les cas considérable. Le pape François n'est pas un novice en politique. Il l'a démontré en Argentine, en se positionnant à la tête de l'opposition aux gouvernements des Kirchner. S'il n'a pas rencontré dans cette œuvre davantage de succès, c'est du fait du rejet populaire que l'Eglise catholique s'est gagnée pour sa complicité avec la dictature militaire. C'est grâce à ce rejet que les Kirchner ont pu, malgré l'opposition farouche du futur pape, imposer le mariage pour tous, la légalisation de la contraception et la dépénalisation de l'avortement. Mais la perte de prestige de l'Eglise catholique en Argentine ne se répète pas dans d'autres pays clés du continent, tels que le Brésil et le Chili, où les hiérarchies ecclésiastiques avaient eu une attitude différente face aux dictatures. Et vu le discrédit grandissant de son régime, Cristina Fernández pourrait-elle résister longtemps à une offensive de l'Eglise et de son pape argentin ? Il est de notoriété publique que le gouvernement argentin a tenté de bloquer l'élection de Bergoglio, en envoyant aux cardinaux un dossier contenant les dénonciations faites à son encontre pour atteintes aux droits de l'Homme.¹² Ayant échoué, la présidente s'est alors transformée en partisane enthousiaste du pape... Pour imposer son poids dans la région en minant les processus révolutionnaires en cours et en donnant le coup de grâce à la théologie de la libération, le nouveau pape devra reconstruire l'Eglise catholique comme pouvoir politique international. Restaurer sa crédibilité implique de surmonter sa crise

historique au niveau financier et moral, de nettoyer à tous les niveaux les écuries d'Augias de la curie romaine, de sanctionner les prêtres pédophiles, de mettre fin aux relations mafieuses pour recomposer les finances vaticanes sous une apparence de légalité... tout en parvenant à convaincre les secteurs progressistes que «*l'option pour les pauvres*» est la leur.

Face à la difficulté de la tâche, les proches collaborateurs du pape ont déjà commencé à abaisser le niveau d'exigence. Pour Eduardo García, évêque auxiliaire de Buenos Aires, François ne fera pas des «*changements*» mais ouvrira des «*processus*». Opinion partagée par un vieil ami du pape¹³, qui estime que «*plus que faiseur de changements, il sera semeur de changements, il ne tentera pas d'être lui-même le changement (...)* Il ne sera pas un *Cid Campeador de la transformation, mais agira comme un pont.*» Quant au porte-parole de Bergoglio à Buenos Aires, Guillermo Marcó, il dément que celui-ci soit un ingénu nouveau venu et prévient : «*Il connaît très bien la curie romaine et n'hésitera pas à l'heure de faire des réformes. Mais il faut lui donner du temps. L'Eglise n'a jamais pour attitude de tout changer en 24 heures.*»¹⁴

Dans tous les cas, comme disait ce Lénine que Bergoglio avait lu dans sa jeunesse : «*attendre et voir.*» □

1 Ouvert en 1962 par le pape Jean XXIII, le concile Vatican II visait à ouvrir l'Eglise catholique au monde moderne, en lui donnant une apparence un peu plus progressiste.

2 Voir <http://tiempo.infonews.com/2013/03/17/argentina-98391-guardia-de-hierro-la-organizacion-peronista-en-la-que-milito-francisco.php>

3 http://www.clarin.com/politica/Exclusivo-declaracion-Bergoglio-secuestro-jesuitas_0_884911711.html

4 Massera formait, avec Videla et Agosti, la junte militaire qui a dirigé le coup d'Etat du 24 mars 1976.

5 http://www.clarin.com/mundo/Lorenzetti-respetar-principio-inocencia-Papa_0_885511480.html

6 <http://www.lanacion.com.ar/1562762-jorge-bergoglio-un-acerrimo-opositor-al-matrimonio-igualitario-y-al-aborto>

7 <http://www.lavoz.com.ar/noticias/mundo/bergoglio-su-ferrea-oposicion-al-aborto>

8 Propos tenus en 2001 lors d'une messe dans le quartier de Liniers ; <http://www.ediccionacional.com/es/articulo/7263/Las-declaraciones-mas-contundentes-de-Bergoglio>

9 <http://www.infobae.com/notas/633114-Bergoglio-Estamos-acostumbrados-a-la-pobreza-y-a-la-miseria-en-esta-ciudad.html>

10 Cité dans <http://www.arbil.org/100jpre.htm>

11 http://www.democracynow.org/2013/2/28/fascism_in_the_church_ex_priest

12 http://www.clarin.com/mundo/secreto-intento-bloquear-eleccion-Bergoglio_0_884911660.html

13 José Octavio Bordón, ex-gouverneur péroniste de Mendoza.

14 http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/13/actualidad/1363209467_201341.html

A PROPOS DE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

PAR MICHAEL LÖWY

Qu'est-ce que la théologie de la libération? Pourquoi a-t-elle suscité autant d'inquiétude non seulement au Vatican mais aussi au Pentagone? Parce que les enjeux se situaient bien au-delà du cadre du débat théologique traditionnel: en tant que protestation religieuse, éthique et sociale contre l'injustice sociale, et appel à un changement radical, elle est perçue par les partisans de l'ordre établi, tant social que clérical, comme un défi pratique à leur pouvoir.

La théologie de la libération, c'est d'abord un ensemble d'écrits produit depuis 1971 par des figures telles que Gustavo Gutierrez (Pérou), Leonardo Boff (Brésil) ou Enrique Dussel (Argentine, Mexique) – pour ne citer que quelques-uns. Bien que des divergences existent entre ces théologiens, on retrouve dans la plupart de leurs écrits des thèmes fondamentaux qui tranchent avec la doctrine traditionnelle, établie, des Eglises catholiques et protestantes :

- Un réquisitoire moral et social contre le capitalisme en tant que système injuste, inique, forme de péché structurel.
- L'usage de l'instrument marxiste afin de comprendre les causes de la pauvreté, les contradictions du capitalisme et les formes de la lutte de classes.
- Une option en faveur des pauvres et la solidarité avec leur lutte d'auto-émancipation sociale.
- Le développement de communautés chrétiennes de base parmi les pauvres comme nouvelle forme de l'Eglise et comme alternative au mode de vie individualiste imposé par le système capitaliste.
- Une nouvelle lecture de la Bible, tournée notamment vers des passages comme L'Exode comme paradigme de la lutte de libération d'un peuple asservi.
- La lutte contre l'idolâtrie (et non l'athéisme) comme ennemi principal de la religion –

c'est-à-dire contre les nouvelles idoles de la mort adorées par les nouveaux pharaons, nouveaux César et Hérode: Mammon, la Richesse, la Puissance, la Sécurité nationale, l'Etat, la Force militaire, la «Civilisation chrétienne occidentale»...

- Une critique de la théologie dualiste traditionnelle comme produit de la philosophie platonicienne grecque et non de la tradition biblique, dans laquelle les histoires humaine et divine sont distinctes mais inséparables. La théologie de la libération est à la fois le reflet d'une praxis antérieure et une réflexion sur celle-ci. Plus précisément, c'est l'expression d'un vaste mouvement social, apparu au début des années 1960 et comprenant des secteurs significatifs de l'Eglise, des mouvements religieux laïcs, des commissions pastorales à base populaire et les communautés ecclésiales de base. Sans la pratique de ce mouvement social, on ne peut comprendre des phénomènes aussi importants dans l'Amérique Latine des années 1970 et 80 que la montée de la révolution en Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador) ou l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier et paysan au Brésil. Le christianisme de la libération et sa théologie n'influencent qu'une minorité des Eglises latino-américaines, mais son impact est loin d'être négligeable. La découverte du marxisme par les chrétiens progressistes n'a pas été un processus purement intellectuel. Son point de départ a été un fait social incontournable, une réalité massive et brutale en Amérique latine: la pauvreté. Nombre de croyants ont choisi le marxisme parce qu'il offrait l'explication la plus systématique, cohérente et globale des causes de cette pauvreté, et parce qu'il était la seule proposition suffisamment radicale pour l'abolir. Le cardinal brésilien dom Helder Câmara disait: «Aussi longtemps que je demandais aux gens d'aider les pauvres, on m'appelait un saint. Mais lorsque j'ai posé la question: pourquoi y a-t-il tant de pauvreté? On m'a traité de communiste...» Il n'est pas facile de présenter une vue d'ensemble de la position de la théologie de la libération relative au marxisme. D'une part, on y trouve une grande diversité

d'attitudes – allant de l'utilisation prudente de quelques éléments à la synthèse intégrale (par exemple dans le courant «Chrétiens pour le socialisme») –, de l'autre, un certain changement s'est opéré entre la position des années 1968-1980, plus radicale, et celle d'aujourd'hui, plus réservée, suite aux critiques de Rome mais aussi aux développements en Europe de l'Est depuis 1989. Certains théologiens latino-américains se réfèrent au marxisme simplement comme une science sociale, que l'on utilise de façon instrumentale, pour mieux connaître la réalité latino-américaine. Définition à la fois trop large, car le marxisme n'est pas la seule science sociale, et trop étroite car il n'est pas seulement une science: il prend appui sur une pratique qui vise non seulement à connaître mais aussi à transformer le monde.

En réalité, l'intérêt que les théologiens de la libération manifestent pour le marxisme est plus large et plus profond que ne le ferait croire l'emprunt de quelques concepts à des fins scientifiques. Il concerne également les valeurs du marxisme, ses options éthico-politiques et son anticipation d'une utopie future. C'est Gustavo Gutierrez qui avait offert les vues les plus pénétrantes, soulignant que le marxisme ne se contente pas de proposer une analyse scientifique mais aussi une aspiration utopique au changement social, et critiquant la vision scientiste d'un Althusser qui «empêche de voir l'unité profonde de l'œuvre de Marx et, par conséquent, de comprendre comme il faut sa capacité d'inspirer une praxis révolutionnaire radicale et permanente». □



© Wikimedia Commons

ISRAËL EST-IL UNE THÉOCRATIE?

PAR YANN CÉZARD

Juin 2011. Des centaines d'étudiants d'écoles talmudiques prennent d'assaut la Cour suprême israélienne pour défendre deux rabbins, accusés d'incitation à la haine raciale pour avoir écrit dans leur livre, *La Torah du roi*, que selon la Halakha (la Loi juive), l'interdiction «Tu ne tueras point» ne s'applique «qu'à des Juifs tuant des Juifs», de même que «porter atteinte à des enfants [non juifs] en bas âge peut être permis s'il est clair qu'ils grandiront pour nous attaquer.» L'Etat renonce aux poursuites.

Si l'Etat sioniste a toujours été une enclave coloniale et raciste, il n'avait pas au départ ce caractère religieux fanatique qui, sans être partagé par tous les juifs qui l'habitent, n'a cependant cessé de se développer depuis des décennies. Comment cela a-t-il surgi et quelle en est la fonctionnalité?

Décembre 2010. Des rabbins, salariés par des municipalités de grandes villes, interdisent aux Juifs de louer un logement à des Arabes. Le premier ministre Netanyahu s'indigne: «C'est inadmissible! Des choses pareilles ne sauraient être dites sur des Juifs ou des Arabes! Nous sommes en démocratie!» Les rabbins gardent leurs emplois publics. Dans un sondage, 44% des Juifs israéliens interrogés les soutiennent, 48% se disent hostiles.

Trente femmes de rabbins publient alors une lettre demandant aux filles juives de ne pas sortir avec des Arabes, ni de fréquenter les mêmes lieux: il faut «sauver les filles d'Israël de l'assimilation». Et du péché en général d'ailleurs, puisque dans l'armée israélienne, sur ordre de leurs rabbins, de plus en plus de soldats refusent tout contact avec les femmes soldates, notamment... si elles chantent dans des cérémonies. Car la Torah interdirait à un juif d'écouter le chant d'une femme qui n'est pas son épouse. Quelques coups de sonde dans la folie religieuse montante en Israël, qui mêle l'ultra-bigoterie, l'ultra-nationalisme, le racisme. Le journaliste Charles Enderlin, de France 2, conclut ainsi son livre *Au Nom du Temple*: «La droite religieuse est persuadée que le temps travaille pour elle. Elle a le plus fort taux de natalité. Au sein de l'armée, ses jeunes, de plus en plus nombreux, parviennent à des grades élevés au sein des principales unités. Un nombre non





négligeable d'officiers supérieurs habitent dans des colonies et autres avant-postes. Les partis politiques religieux jouent un rôle de premier plan dans les coalitions gouvernementales. Les colons disposent de relais et de soutiens au sein de la plupart des grandes institutions de l'Etat qu'ils ont, au fil des ans, infiltrées. Les rabbins les plus militants – et les plus extrémistes – bénéficient d'une impunité judiciaire de fait. » Comment expliquer cette emprise grandissante de la droite religieuse sur la société israélienne? Après tout, à son origine, le projet sioniste était colonialiste, mais aussi majoritairement laïc.

AUX DÉBUTS DU SIONISME

Herzl, le fondateur du mouvement à la fin du 19^e siècle, partageait toutes les conceptions coloniales de son époque. «*Nous devrions former là-bas [en Palestine] une partie du rempart de l'Europe contre l'Asie, un poste avancé de la civilisation s'opposant à la barbarie.* » Comme tous les nationalistes, il voulait fonder un «Etat-nation». Il prétendait trouver dans la Bible le mythe national susceptible de le légitimer, et comme un titre de propriété imaginaire sur la Palestine. Mais c'était un bourgeois «moderniste», qui dans son livre *L'Etat des Juifs* de 1896 s'exprime ainsi: «*Aurons-nous une théocratie? Non! Si la foi maintient notre unité, la science nous libère. C'est pourquoi nous ne permettrons pas aux vellétés théocratiques de nos chefs religieux d'émerger. Nous saurons les cantonner dans leurs temples, de même que nous cantonnerons l'armée de métier dans les casernes. L'armée et le clergé ont droit aux honneurs que leur confèrent leurs nobles fonctions et leurs mérites. Ils n'ont pas à s'immiscer dans les affaires de l'Etat.* » Quant au judaïsme, il n'était pas plus identifiable au sionisme. C'était un univers très divers, où toutes sortes de positions existaient sur l'idée d'un Etat juif, y compris en Europe centrale, là où le sionisme recruta le plus de partisans, là où la misère et les persécutions antisémites étaient les plus effroyables. Il existait, et il existe toujours, par exemple, un courant ultra-orthodoxe qui considère l'Etat d'Israël comme une œuvre de Satan, car on ne saurait refonder un Etat juif avant le retour du Messie. De manière générale, l'idée de fonder un Etat en Palestine n'était pas la préoccupation centrale des autorités religieuses juives de la première moitié du 20^e siècle². Entre les deux guerres mondiales, les socialistes (très réformistes) sont devenus

hégémoniques dans le mouvement sioniste en Palestine. Ils voulaient un «Juif nouveau», débarrassé de l'obscurantisme.

1948: LA FONDATION DE L'ETAT D'ISRAËL

Pourtant, en 1948, les socialistes ont coopté au pouvoir les partis religieux qui étaient minoritaires. Ils renoncèrent à donner une constitution à l'Etat, car ces partis ne reconnaissent pas d'autre loi fondamentale que celle de la Torah et des traditions rabbiniques consignées dans le Talmud. Ils reconnurent le pouvoir des tribunaux rabbiniques sur toutes les affaires d'état-civil, de mariage et de divorce des «Juifs»... même athées. L'enseignement de la religion fut rendu obligatoire dans les écoles, les transports publics interdits le jour de Shabbat.

Ces faveurs s'expliquent par la nature même du projet sioniste.

Shlomo Sand, dans son livre *Comment le peuple juif fut inventé*³, décrit ainsi la situation de 1948: «*La première mission importante du futur Etat était d'éloigner (...) ceux qui, explicitement, ne se considéraient pas comme juifs. (...) parmi les neuf cent mille Palestiniens qui étaient censés rester en Israël (...) environ sept cent trente mille s'enfuirent ou furent expulsés, soit plus que l'ensemble de la population juive à cette même époque (640 000 personnes). Et ce qui est beaucoup plus important pour l'histoire de la région, il fut possible, en raison du principe idéologique selon lequel "Eretz Israël" est la terre historique du "peuple*

juif", d'empêcher sans remords inutiles le retour de ces centaines de milliers de réfugiés dans leurs foyers et sur leurs terres après les combats. Cette épuration partielle ne régla pas totalement les problèmes d'identité dans le nouvel Etat. Environ 170 000 Arabes y demeuraient encore, et de nombreux déracinés étaient arrivés d'Europe avec leur conjoint non juif. »

Or le projet sioniste était de construire un Etat juif, ce qui se traduit par la «loi du retour» de 1950, qui affirme: «*Tout Juif a le droit d'immigrer en Israël*». Ben Gourion ouvrit ainsi le débat au parlement: «*Israël n'est pas un Etat juif uniquement parce que la majorité de ses citoyens sont juifs. C'est un Etat pour tous les Juifs quels qu'ils*

soient, et pour tout Juif qui le souhaite. » Mais comment définir le «Juif»? Shlomo Sand cite avec émotion, dans son récent livre *Comment j'ai cessé d'être juif*, le poème de 1944 d'un Juif polonais qui se disait «juif par le sang versé», celui des assassinés. Mais les dirigeants sionistes ne voulaient pas définir leur nouvel Etat comme l'asile des persécutés et des survivants du génocide, européens. Il fallait plus large et plus «essentialiste». Mais quoi de commun entre un juif de Marrakech et un Juif de Lodz, sinon la religion?

Les autorités décidèrent de laisser aux rabbins la haute main sur l'attribution de la «judaïté». Etaient juifs ceux dont la mère était juive. Et il n'y aurait pas de mariage

civil! Le conjoint d'un juif pouvait être juif à condition de se marier, religieusement, donc en se convertissant à la religion juive. En 1970 la loi du retour fut précisée: «*Est Juif celui qui est né d'une mère juive ou s'est converti et n'est plus rattaché à une autre religion.* »

C'est pourquoi, aujourd'hui encore, les cartes d'identité israéliennes portent une mention de nationalité... qui ne peut pas être israélienne. On peut donc être «juif», «arabe», «russe», mais pas «israélien». 25% des citoyens de «l'Etat juif» ne sont pas juifs (dont quatre cinquièmes «d'Arabes»).

«UNE ETHNOCRATIE SANS FRONTIÈRES»

Ce qui fait dire à Shlomo Sand: «*Je vis dans une étrange société; j'ai expliqué (...) la difficulté à définir Israël comme un Etat démocratique, parce qu'il se présente comme l'Etat du peuple juif, et non pas comme le représentant du corps social existant à l'intérieur de ses frontières reconnues (sans les territoires occupés) (...) L'esprit de ses lois fait qu'Israël doit encore répondre aux besoins des Juifs du monde, et non pas à ceux des Israéliens, qu'il doit œuvrer pour le bien des descendants imaginaires d'un "ethnos", plutôt que pour celui des citoyens qui vivent sur son sol et s'expriment dans la langue du lieu. Toute personne née d'une mère juive peut, effectivement, demeurer en toute quiétude à New-York ou à Paris, tout en ayant l'assurance qu'Israël lui appartient, même si elle n'a aucune intention de venir s'installer sous sa souveraineté. Parallèlement, celui qui n'est pas issu du monde juif et qui pourtant est né et réside en permanence à Jaffa ou à Nazareth, ressentira toujours que l'Etat dans lequel il vit s'oppose constamment à lui. Du fait de la conception spécifique de la nation portée par le sionisme, l'Etat d'Israël est «une ethnocratie sans frontières pratiquant une sévère discrimination à l'encontre d'une partie de ses citoyens.* »

La loi du retour a bien sûr pour pendant l'interdiction faite aux centaines de milliers de Palestiniens expulsés en 1948 de revenir sur la terre de leur naissance. Les Arabes restés sur le territoire israélien furent soumis à un dur régime militaire, levé en 1966. Ils reçurent la citoyenneté israélienne mais continuèrent de subir de multiples discriminations. Ils ne pouvaient acheter des terres appartenant à des juifs, alors que l'Etat, au nom de la «judaïsation» de la Palestine, avait le droit



© Wikimedia Commons - Jérusalem, Dôme du Rocher et Mur des Lamentations.





de le les exproprier. Non mobilisables par l'armée, ils furent privés d'un grand nombre de droits sociaux conditionnés par le fait d'effectuer le service militaire. Ecoles juives et arabes sont séparées et les moyens des écoles arabes sont plus limités.

Sur le plan symbolique, tout aussi fondamental, ils doivent toujours se soumettre à un Etat officiellement dédié à une hégémonie «juive», qui s'exprime à travers son drapeau, son hymne, et son refus d'appartenir formellement à tous ses citoyens.

On aurait tort cependant d'imputer ce racisme d'Etat à la «religion juive». Bien entendu, les pires racistes peuvent trouver dans la Bible toutes sortes de délires et d'horreurs (et leur contraire), comme dans tous les livres «saints» des «grandes religions». Mais les traditions religieuses ont justement le dos large. Les dirigeants israéliens n'étaient en rien prisonniers de leurs préjugés religieux, ou de la puissance des rabbins dans la société. Ils instrumentaliserent la religion, ses codes et ses prêtres, pour construire leur projet, qui n'était pas théocratique, mais ethnocratique.

Ils surent moduler selon leurs intérêts du moment leur révérence pour la Torah. Quand il s'avéra que la loi du retour n'attirait pas magiquement tous les juifs du monde, ils l'amendèrent pour ouvrir les portes d'Israël non seulement aux juifs mais aussi aux enfants, petits-enfants et époux des juifs. Le mythe national oscillait ainsi entre les deux fantasmes du peuple-foi et du peuple-race. Puis le gouvernement israélien mit à profit l'effondrement de l'Union soviétique pour organiser une grande vague d'immigration russe. 300 000 immigrants des années 1990 sur un million ne furent pas définis comme «juifs». Au moins ils n'étaient pas arabes, c'était l'essentiel !

COMMENT LE SIONISME A TRANSFORMÉ LE JUDAÏSME

Or si le judaïsme, comme religion, a été utilisé par le sionisme, qui lui a donné une place centrale dans son Etat, inversement le sionisme a transformé profondément le judaïsme. Car une religion n'est pas une chose statique, réductible à des textes figés dans l'éternité. C'est une réalité sociale vivante. Comme le dit encore Shlomo Sand : «*Le sionisme s'est chargé d'une mission presque impossible : fonder en un ethnos unique une myriade d'unités "ethniques", de groupes culturels et linguistiques d'origines diverses et variées (...)* Le judaïsme a donc cessé aux

yeux du sionisme d'être une culture religieuse riche et variée, pour devenir un peuple circonscriit, aux frontières déterminées comme le Volk allemand ou le narod polonais (...) Le sionisme «*prit à la tradition religieuse juive son aspect le plus orgueilleux et le plus refermé sur soi-même.*»

LE FONDAMENTALISME MESSIANIQUE

En Israël, il a donné de plus en plus de force à une mouvance au départ marginale : le fondamentalisme messianique. Cette nébuleuse de rabbins, d'étudiants en religion et de militants d'extrême-droite, considère comme sacrilège de renoncer à un pouce de la terre d'Eretz Israël qui va selon eux de la Méditerranée... à l'Euphrate. Pour elle, tous les Palestiniens doivent être expulsés («transférés»), la société israélienne doit être «judaïsée» c'est-à-dire soumise à la loi religieuse, l'esplanade des mosquées, au cœur de Jérusalem, doit être dynamisée pour permettre la reconstruction du «Troisième Temple» !

Cette extrême-droite a pris son essor à partir de 1967. En juin, l'armée israélienne occupe Gaza et la Cisjordanie. Jour de gloire pour le sionisme... qui se heurte cependant à un problème inédit : le gouvernement israélien n'a pas expulsé massivement le million et demi de Palestiniens qui y vivent. Rendre les territoires ? Il n'en sera jamais réellement question. Les annexer ? Ce serait bouleverser les équilibres démographiques, mettre en péril le caractère juif de l'Etat ! Une politique hypocrite va s'imposer au fil des années : Jérusalem-Est est annexée, les territoires sont dits ni «occupés» ni «libérés», mais «administrés». Un long processus de colonisation commence, qui transformera la Cisjordanie en cette «peau de léopard» qui rend impossible l'existence d'un Etat palestinien indépendant.

L'extrême-droite religieuse a été l'aile marchante de cette colonisation. Des colons, une Bible à la main, un fusil dans l'autre, ont imposé leurs implantations, et les gouvernements israéliens les ont à chaque fois blâmés... puis protégés, armés, subventionnés et légitimés, dans une logique de confrontation-complicité.

Des rangs de ces religieux fascistes est sorti le meurtrier du premier ministre Rabin en 1995. Ariel Sharon lui-même finit par se heurter à eux, lorsqu'il entreprit de démanteler les colonies de Gaza (7 000 colons) pour mieux développer celles de Cisjordanie (350 000 colons). Qualifié de «traître au peuple juif» par ces fanatiques, il tenta ainsi de les raisonner : «*D'où vient*

ce langage irresponsable ? J'ai déclaré au cours d'une discussion avec des militants de Goush Emounim [le «Bloc de la Foi», une de leurs principales organisations] que je les aimais et continuerais à les aimer demain. Je leur ai dit : vous êtes de formidables pionniers (...) Mais vous avez une faiblesse : vous souffrez d'un complexe messianique ! [D'autres avant votre naissance] ont risqué leur vie et fait leur devoir sans l'ombre d'un complexe messianique (...) Nous n'avons pas besoin de superviseur de la cachérou de notre engagement envers la terre d'Israël. » Ce vieux colonialiste cynique rendait ainsi hommage, à sa façon, à ces «enfants terribles du sionisme»... □

¹ Charles Enderlin, Au Nom du temple, Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif, Seuil, 2013.

² On peut d'ailleurs lire, à propos de l'absence d'obsession sioniste de certains milieux juifs religieux, le beau livre Sur la frontière (Stock 2002), de notre camarade Michal Warschawski, dont le père fut grand rabbin de Strasbourg et qui partit à 16 ans à Jérusalem pour y poursuivre des études talmudiques, sans être pour autant un nationaliste forcené...

³ Shlomo Sand, Comment le Peuple juif fut inventé, 2008 (Champs-Flammarion, 2010)

ENNAHDA, FRÈRES MUSULMANS DES TRAFIQUANTS D'OPIUM DU PEUPLE À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

PAR GILBERT ACHCAR

Dans cet extrait d'un entretien réalisé autour de son dernier livre¹, Gilbert Achcar revient sur les rapports entre Islam politique et révolutions arabes, et montre qu'à peine parvenus au pouvoir, les «trafiquants d'opium du peuple» (Frères musulmans, Ennahda) ont perdu une grande partie de leur crédibilité, ouvrant des perspectives (et imposant des responsabilités) à la gauche. Les intertitres sont de la rédaction.

D'abord il faut revenir sur la notion de «révolution permanente», telle que développée dans la fameuse «Adresse»² de Marx et d'Engels. La révolution permanente, c'est une révolution démocratique dans laquelle le prolétariat se constitue en force indépendante et se bat pour la direction du processus révolutionnaire, pour le mener au-delà du cadre démocratique, dans une direction prolétarienne et socialiste.

Evidemment, c'était un peu une vue de l'esprit pour le 19^e siècle dans lequel ils écrivaient, une vision théorique qui ne correspondait pas à des possibilités réelles dans le cadre du capitalisme dans lequel ils étaient. Il y a un aspect visionnaire chez Marx et Engels à cette époque [...] Il y avait une projection à partir d'une compréhension théorique, une projection dictée en partie par l'enthousiasme et l'optimisme, d'autant qu'ils étaient jeunes. Mais le concept est intéressant et il va être repris par la suite, après plus d'un demi-siècle, en rapport avec la Russie, pour expliquer que le pays est gros d'une révolution démocratique mais que le prolétariat, le mouvement ouvrier, est le seul ayant le degré de radicalité nécessaire pour diriger dès le départ la révolution démocratique [...], qui donc ne va pas s'arrêter aux limites de la révolution bourgeoise. D'où l'emprunt par Parvus, repris par Trotsky, du concept de «révolution permanente».

L'EXPÉRIENCE IRANIENNE NE SE RÉPÈTE PAS

Dans le cas de l'Iran, ce schéma théorique était intéressant et je l'avais utilisé – ça remonte à un texte de 1981 – mais en parlant de «révolution permanente inversée». Au

sens où on a eu un pays gros d'une révolution démocratique, mais une révolution qui va se faire sous la direction d'une fraction dominante du clergé, avec une figure charismatique religieuse, et qui est dotée d'un programme social réactionnaire. Donc on a une révolution qui démarre sur le terrain de la démocratie mais qui, au lieu d'aller plus loin en radicalité disons progressiste [...], voit une fraction s'emparer de cette dynamique, et qui va emporter la société dans une direction réactionnaire, sur le plan social, sur le plan idéologique, etc. Et cela va donner cette «mollaharchie», ce pouvoir théocratique qui existe en Iran depuis 1979. Est-ce qu'on court ce risque dans la région ? Sans doute beaucoup moins. Pourquoi ? Parce qu'il se trouve, en tout cas dans les cas tunisien et égyptien, et encore plus pour les autres, que les forces religieuses en question n'ont pas dirigé le processus. C'est pourquoi j'ai une section de chapitre qui s'intitule «la différence entre Morsi et Khomeiny». Donc ils n'ont pas l'avantage majeur qu'avait Khomeiny qui est d'avoir été le dirigeant charismatique incontesté du renversement du Chah. Même s'il y a eu une contribution de forces de la gauche radicale, qui ont joué un rôle très important, la direction – au niveau des masses populaires – était aux mains de Khomeiny et du clergé, et ça a produit ce que l'on sait. Il y a beaucoup moins cette légitimité pour les Frères musulmans, et encore moins pour Ennahda. Parce que les Frères musulmans, étant donné qu'ils avaient une énorme machine, et même s'ils ont rejoint avec quelques jours de retard le soulèvement en Egypte, ont été une force très conséquente. Ennahda a joué un rôle bien moins

important dans le soulèvement tunisien, où c'est plutôt l'UGTT, surtout la gauche dans l'UGTT qui a toujours été très importante à la base (pas au sommet), qui a joué le rôle majeur. C'est une différence très importante, qui fait qu'il n'y a pas de comparaison possible entre l'autorité dont dispose le gouvernement Ennahda en Tunisie, ou Morsi en Egypte, avec ce qu'avait Khomeiny. Ils se font conspuer dans la rue, insulter, etc. L'opposition est très forte. Je crois que, dans l'histoire millénaire de l'Egypte, il n'y a peut-être pas eu de dirigeant qui se soit fait autant ridiculiser, sous toutes les formes, que Morsi. Donc c'est un pouvoir beaucoup plus faible.

D'UN SUCCÈS ÉLECTORAL PRÉVISIBLE À L'EFFRITEMENT ACCÉLÉRÉ

Dès qu'il y a eu les victoires électorales de ces forces, certains ont dit «ah, le printemps tourne en hiver». J'explique [dans mon livre] que c'est une lecture qui elle-même est fondée sur une mésinterprétation des possibilités au départ, parce que ces forces sont arrivées au pouvoir à travers des élections qui ont été organisées quelques mois seulement après le renversement des régimes. Et, évidemment, ils avaient plus de moyens que toutes les autres forces de l'opposition : soit parce qu'ils avaient été tolérés et avaient pu se construire en tant qu'énorme machine (comme c'est le cas en Egypte avec les Frères musulmans), soit parce que l'exploitation de la religion leur a donné un atout qui leur a permis – malgré la répression – de continuer à être présent en Tunisie, et dans les deux cas parce qu'ils ont bénéficié d'un financement très important de la part de monarchies pétrolières (surtout après le renversement des despotes) et d'un appui médiatique (la chaîne de télévision Al Jazeera, etc.). Si on prend en considération tous ces facteurs, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils remportent les élections.

Leurs victoires dépendent aussi de leurs forces réelles dans le pays, parce qu'Ennahda



LA RELIGION, OPIUM DU PEUPLE?

PAR MICHAEL LÖWY

Partisans et adversaires du marxisme sembleraient s'accorder sur un point : la célèbre phrase « la religion est l'opium du peuple » représenterait la quintessence de la conception marxiste du phénomène religieux. Pourtant, rien n'est moins sûr

Cette formule n'a, d'abord, rien de spécifiquement marxiste. On peut la trouver, avant Marx, à quelques nuances près, chez Kant, Herder, Feuerbach, Bruno Bauer et beaucoup d'autres. Prenons deux exemples d'auteurs proches de Marx. Dans son livre sur Ludwig Börne, de 1840, Heine se réfère au rôle narcotique de la religion de façon plutôt positive – avec un brin d'ironie : « *Bénie soit une religion, qui verse dans l'amer calice de l'humanité souffrante quelques douces et soporifiques gouttes d'opium spirituel, quelques gouttes d'amour, foi et espérance* ». Moses Hess, dans ses essais publiés en Suisse en 1843, adopte une position plus critique – mais non dépourvue d'ambiguïté : « *La religion peut rendre supportable (...) la conscience malheureuse de la servitude (...) de la même façon que l'opium est d'une grande aide dans les maladies douloureuses.* »

L'expression apparaît peu après dans l'article de Marx *Contribution à la critique de la philosophie du Droit de Hegel* (1844). Une lecture attentive montre que sa pensée est plus complexe qu'on ne le pense habituellement. En réalité, tout en rejetant la religion, Marx ne prend pas moins en compte son double caractère : « *La détresse religieuse et en même temps l'expression de la vraie détresse et la protestation contre cette vraie détresse. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, tout comme elle est l'esprit d'une situation sans spiritualité. Elle est l'opium du peuple.* »¹

Une lecture de l'essai dans son ensemble montre clairement que le point de vue de Marx en 1844 relève plus du néo-hégélianisme de gauche, qui voit dans la religion l'aliénation de l'essence humaine, que de la philosophie des Lumières, qui la dénonce simplement comme une conspiration cléricalle (le « modèle égyptien »). En fait, lorsque Marx écrivit le passage ci-dessus il était encore un disciple de Feuerbach, un néo-hégélien. Son analyse de la religion était donc « pré-marxiste », sans référence aux

classes sociales et plutôt a-historique. Mais elle n'était pas moins dialectique car elle appréhendait le caractère contradictoire de la « détresse » religieuse : parfois légitimation de la société existante, parfois protestation contre celle-ci.

UNE DES FORMES DE L'IDÉOLOGIE

Ce n'est que plus tard, en particulier dans *L'Idéologie allemande* (1846), que l'étude proprement marxiste de la religion comme réalité sociale et historique a commencé. L'élément central de cette nouvelle méthode d'analyse des faits religieux, c'est de les considérer – ensemble avec le droit, la morale, la métaphysique, les idées politiques, etc. – comme une des multiples formes de l'idéologie, c'est-à-dire de la production spirituelle d'un peuple, la production d'idées, représentations et formes de conscience, nécessairement conditionnée par la production matérielle et les relations sociales correspondantes. On pourrait résumer cette démarche par un passage « programmatique » qui apparaît dans un article rédigé quelques années plus tard : « *Il est clair que tout bouleversement historique des conditions sociales entraîne en même temps le bouleversement des conceptions et des représentations des hommes et donc de leurs représentations religieuses.* »² Cette méthode d'analyse macro-sociale aura une influence durable sur la sociologie des religions, même au delà de la mouvance marxiste.

A partir de 1846, Marx ne prêta plus qu'une attention distraite à la religion en tant que telle, comme univers culturel/idéologique spécifique. On ne trouve dans son œuvre pratiquement aucune étude plus développée d'un phénomène religieux quelconque. Convaincu que, comme il l'affirme dès l'article de 1844, la critique de la religion doit se transformer en critique de cette vallée de larmes et la critique de la théologie en critique de la politique, il semble détourner son attention du domaine religieux. C'est peut-être à cause de son éducation piétiste que Friedrich Engels a montré un

intérêt bien plus soutenu que Marx pour les phénomènes religieux et leur rôle historique – tout en partageant, bien entendu, les options décidément matérialistes et athées de son ami. Sa principale contribution à la sociologie marxiste des religions est sans doute son analyse du rapport entre les représentations religieuses et les classes sociales. Le christianisme, par exemple, n'apparaît plus dans ses écrits (comme chez Feuerbach) en tant qu'« essence » a-historique, mais comme une forme culturelle (« idéologique ») qui se transforme au cours de l'histoire et comme un espace symbolique, enjeu de forces sociales antagoniques.

Grâce à sa méthode fondée sur la lutte de classes, Engels a compris – contrairement aux philosophes des Lumières – que le conflit entre matérialisme et religion ne s'identifie pas toujours à celui entre révolution et réaction. En Angleterre, par exemple, au XVII^e siècle, le matérialisme en la personne de Hobbes défendit la monarchie tandis que les sectes protestantes firent de la religion leur bannière dans la lutte révolutionnaire contre les Stuart. De même, loin de concevoir l'Eglise comme une entité sociale homogène, il esquisse une remarquable analyse montrant que dans certaines conjonctures historiques, elle se divise selon ses composantes de classe. C'est ainsi qu'à l'époque de la Réforme, on avait d'une part le haut clergé, sommet féodal de la hiérarchie, et de l'autre le bas clergé, qui fournit les idéologues de la Réforme et du mouvement paysan révolutionnaire.³

COMPRENDRE LA DUALITÉ

Tout en restant matérialiste, athée et adversaire irrécyclable de la religion, Engels comprenait, comme le jeune Marx, la dualité de nature de ce phénomène : son rôle dans la légitimation de l'ordre établi, aussi bien que, les circonstances sociales s'y prêtant, son rôle critique, contestataire et même révolutionnaire. Plus même, c'est ce



© DR - Une manifestation des Frères musulmans en Egypte.

ce qui serait effectivement désastreux. Ce risque existe, on ne peut pas l'évacuer, mais il est beaucoup plus faible qu'en Iran [au moment du renversement du Chah].

HEURE DE GLOIRE OU CHANT DU CYGNE?

En même temps, il y a un véritable potentiel de prolongement. Et, au final, je trouve très positif que ces partis soient arrivés au pouvoir dans ces conditions. Parce qu'il est essentiel pour les démystifier qu'ils passent par l'épreuve du gouvernement, et surtout dans des conditions où ils ne sont pas capables de s'y accrocher définitivement. C'est important parce que sinon, la démagogie religieuse peut continuer à fonctionner. L'opium du peuple peut continuer à fonctionner. Pour qu'il fonctionne comme opium, il faut certaines conditions qui donnent une crédibilité aux idées religieuses. A partir du moment où les forces qui s'en revendiquent perdent leur crédibilité en tant que représentants d'une solution, il devient beaucoup plus facile de les battre politiquement.

Les Frères musulmans, pendant trente ans, avaient pour slogan central en Egypte « l'Islam est la solution ». Alors tant qu'on est dans l'opposition, on peut en vendre à qui veut en prendre, et ça peut convaincre les gens qui sont dans des conditions de misère, de détresse, d'oppression, etc. C'est là où ceux que j'appelle les « trafiquants de

l'opium du peuple » peuvent agir en dealers et passer cette camelote. Mais à partir du moment où ils sont au pouvoir, le slogan ne marche plus. « L'Islam est la solution » ? Eh bien allez-y, montrez-nous ! Et leur maladresse très évidente dans la gestion politique – sans parler de la gestion économique – de la situation, cela les discrédite. C'est très important, il faut en passer par là. Je pense que le soulèvement est arrivé à un moment où l'influence de ces mouvements avait atteint un seuil et avait même commencé à reculer, parce qu'eux-mêmes n'étaient pas dans une attitude de renversement radical des pouvoirs. Et donc le soulèvement leur a échappé : ce sont des jeunes, le mouvement ouvrier, ce n'est pas eux, ils n'en ont pas la paternité. Et je crois que ce passage qui apparaît comme leur heure de gloire pourrait, historiquement, apparaître comme le chant du cygne. Mais encore une fois ce n'est pas automatique : il faut que la gauche arrive à se construire ; sinon on peut au contraire sombrer dans une régression réactionnaire. □

¹ Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe, Arles, Actes Sud, 2013. Nous reviendrons dans le prochain numéro de la revue sur cet ouvrage important. L'entretien a été réalisé par Wassim Azreg et Henri Clément, et les extraits présentés ici retranscrits et édités par Ugo Palheta. Ils ont été vus et corrigés par l'auteur.
² Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, <http://marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm>



deuxième aspect qui s'est trouvé au centre de la plupart de ses études concrètes. En effet, il s'est penché d'abord sur le christianisme primitif, religion des pauvres, exclus, damnés, persécutés et opprimés. Les premiers chrétiens étaient originaires des derniers rangs de la société : esclaves, affranchis privés de leurs droits et petits paysans accablés de dettes.

Engels alla même jusqu'à établir un parallèle étonnant entre ce christianisme primitif et le socialisme moderne. La différence essentielle entre les deux mouvements résidait en ce que les chrétiens primitifs repoussaient la délivrance à l'au-delà tandis que le socialisme la plaçait dans ce monde.⁴ Mais cette différence est-elle aussi tranchée qu'elle apparaît à première vue? Dans son étude d'un deuxième grand mouvement chrétien – la guerre des paysans en Allemagne – elle semble perdre de sa

netteté : Thomas Münzer, le théologien et dirigeant des paysans révolutionnaires et des plébéiens hérétiques du XVI^e siècle, voulait l'établissement immédiat du Royaume de Dieu, ce royaume millénariste des prophètes, sur la terre. D'après Engels, le Royaume de Dieu était pour Münzer une société sans différences de classe, sans propriété privée et sans autorité de l'Etat indépendante ou étrangère aux membres de cette société.⁵ Par son analyse des phénomènes religieux à la lumière de la lutte des classes, Engels a révélé le potentiel contestataire de la religion et ouvert la voie à une nouvelle approche des rapports entre religion et société, distincte à la fois de celle de la philosophie des Lumières et de celle du néo-hégélianisme allemand.

Marx et Engels pensaient que le rôle subversif de la religion était un phénomène du passé, sans signification pour l'époque de la lutte de classes moderne. Cette prévision s'est avérée juste pendant un siècle

– avec quelques importantes exceptions, notamment en France où l'on a connu les socialistes chrétiens des années 1930, les prêtres ouvriers des années 1940, la gauche des syndicats chrétiens (CFTC) dans les années 1950, etc. Mais avec ce qui se passe en Amérique latine – la théologie de la libération – nous sommes confrontés avec un phénomène historique nouveau. □

1 In Karl Marx, Friedrich Engels, Sur la religion (ci-après SR), Paris, Editions Sociales, 1960, pages 42 et 77.

2 K. Marx, F. Engels, Compte rendu du livre de G.F. Daumer, « La religion de l'ère nouvelle », 1850, SR, page 94.

3 F. Engels, Introduction à l'édition anglaise de Socialisme utopique ou scientifique, SR, p. 297-298 et La guerre des paysans, SR, p. 105.

4 F. Engels, Contribution à l'histoire du christianisme primitif, SR, pp. 311-312.

5 F. Engels, La guerre des paysans, SR, p. 114.

DR - Balcon de cardinaux lors de l'intronisation du nouveau pape.



Marxisme et religion

PAR JIHANE HALSANBE

On résume souvent la pensée de Marx sur la religion à une citation : « La religion c'est l'opium du peuple ». *Qu'en est-il? Le marxisme se limite-t-il à la proclamation de l'athéisme? Si ce n'est pas le cas, fait-il de la religion une affaire privée?*

Pour Marx, ce n'est pas « Dieu » qui fait les hommes, mais les hommes qui font les dieux. Le marxisme est donc un athéisme. Historiquement, on comprend comment la pensée religieuse a pu être un recours pour expliquer un monde dont les hommes n'avaient pas la maîtrise. Moins une société est développée techniquement, scientifiquement, plus il est aisé qu'un cataclysme, une mauvaise récolte, un malheur soient perçus comme des châtements divins. Ce n'est donc pas un hasard si les philosophies matérialistes sont apparues au XVIII^e siècle dans un contexte d'essor des sciences.

Mais le marxisme est un matérialisme dialectique, contrairement à d'autres philosophies athées. Il s'agissait donc pour Marx et Engels de combattre la religion en comprenant ses racines sociales, en s'attachant d'abord à combattre la raison de son existence. De même que le paysan du Moyen-âge voyait dans une mauvaise récolte l'expression d'un châtement, le travailleur broyé et apparemment impuissant devant les forces écrasantes du Capital peut trouver dans la religion « l'expression de sa misère réelle »¹.

Pour Lénine découle de là quelques conséquences quant à l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion : « *Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste (...) aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes. Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile? Non (...) Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un*

*ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative (...) mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte de classe réellement en cours.*²

Comme la base des croyances religieuses est l'oppression sociale, la lutte contre la religion et les superstitions doit avant tout être un combat contre l'oppression sociale elle-même, contre le capitalisme. Contrairement aux anarchistes qui déclarent la guerre à la religion et veulent l'abolir par décret, les marxistes cherchent à créer les conditions de l'extinction de la religion par la lutte des classes. Ce qui ne signifie pas qu'ils abandonnent le terrain de la lutte idéologique aux lendemains qui chantent, d'autant que « *l'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce à une situation illusoire, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions.* »³.

LA RELIGION, FERMENT DES LUTTES SOCIALES?

Tant que le politique et le religieux n'étaient pas séparés, des révoltes sociales et politiques ont pu prendre la forme de schismes religieux, d'émergence de sectes diverses. C'est sur cet aspect qu'insiste Michael Löwy⁴. Le christianisme, par exemple, apparaît historiquement comme un moyen de contester les prêtres du Temple accouplés avec l'Empire romain qui faisait subir un ordre inique en Judée⁵. La mise en commun des biens des premiers chrétiens était une forme de résistance à l'Empire. Les premiers chrétiens sont d'ailleurs des esclaves, des petits paysans ruinés, des affranchis privés de leurs droits...

De la même manière, au XVI^e siècle, le protestantisme gagne du terrain contre le pape et le pouvoir matériel croissant de l'Eglise. En Allemagne, la guerre des paysans dirigée par Thomas Münzer, d'abord adepte de Martin Luther, cherche à établir le royaume des cieux sur terre et ses partisans veulent une société sans classes et sans propriété privée. Sous le voile d'idées religieuses, les opprimés peuvent donc chercher à s'émanciper.

Mais cela est surtout vrai dans des sociétés encore imprégnées de religieux. Or, la lutte contre les religions a été l'une des tâches de la bourgeoisie révolutionnaire au XVIII^e siècle. En Occident, la bourgeoisie, en luttant pour le pouvoir, a déraciné la féodalité qui s'appuyait largement sur l'Eglise. Dans son combat contre l'aristocratie, il lui fallut affronter ses soutiens. La déchristianisation participe de ce combat contre la monarchie absolue et les privilèges.

Le marxisme n'a pas une vision dogmatique du rôle social de la religion, qui n'est pas le même en tout temps et en tout lieu. Son attitude à son égard est avant tout guidée par la lutte de classes. C'est ce qui fit dire à Lénine : « *Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre.* »⁶

LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES AU SERVICE DES CLASSES DOMINANTES

Néanmoins, les religions et les institutions cléricales justifient le plus souvent les inégalités sociales et accompagnent des régimes oppressifs. L'Eglise catholique a soutenu le franquisme, au Chili elle considéra comme une « *délivrance divine* » le coup d'Etat militaire de Pinochet ; l'islam soutient actuellement la monarchie ultra-réactionnaire d'Arabie Saoudite ; l'hindouisme – en vogue dans certaines franges de la petite-bourgeoisie européenne – s'appuie



sur le système des castes; en Israël, les hautes autorités religieuses juives soutiennent la politique coloniale de l'Etat... Les exemples sont innombrables et pour toutes les religions.

Le premier clergé constitué, apparu en Mésopotamie, a servi notamment à justifier le pouvoir de l'aristocratie. Dans l'Orient ancien, les prêtres expliquaient que les hommes venaient au monde pour travailler. Les dieux choisissaient, parmi eux, des souverains qui les dirigeaient. La royauté descendait donc du Ciel. Si le service des dieux n'était pas bien effectué, si les souverains n'étaient pas respectés, les humains étaient en faute et pouvaient subir la vengeance des dieux... C'est avec des arguments à peine différents que l'Eglise a légitimé la monarchie de droit divin en France.

Les Eglises de toutes sortes, les mollahs, les prêtres, les pasteurs et les rabbins sont autant d'obstacles sur la voie de l'émancipation. Au mieux parce qu'ils laissent entrevoir un avenir meilleur dans l'au-delà et détournent par là-même des luttes à mener ici et maintenant, mais le plus souvent encore en justifiant les puissants et leur pouvoir, voire en soutenant les entreprises les plus réactionnaires.

Au-delà même du soutien de la religion aux classes dominantes, celle-ci a souvent joué un rôle oppressif, et continue de le faire, en imposant toutes sortes de codes et de normes aux comportements pour délimiter le « pur » et « l'impur », pour dénoncer le « péché », le parjure... Les réactionnaires religieux continuent aujourd'hui de lutter contre l'avortement, le mariage pour tous, contre le droit de s'habiller à sa guise, contre le droit des femmes d'exister dans l'espace public, etc. Cela peut aller de la « simple » pression sociale à la mise à mort... Autant de combats contre l'émancipation auquel le mouvement ouvrier révolutionnaire doit répondre pied à pied.

LE PARTI, L'ETAT ET LA RELIGION

Si le parti – dans la tradition marxiste – ne fait pas de la guerre à la religion le principe absolu de son action, il cherche néanmoins à éduquer ses membres au matérialiste et donc à une conception athée. En ce sens, la foi n'est pas une affaire privée, de même que le sexisme, le racisme ou l'homophobie.⁷ Mais ce sont les actes qui parlent, non les consciences,

qu'au demeurant un parti ne peut pas sonder. Chacun a sans doute des contradictions. Ce qui compte c'est leur retraction sur le terrain politique et militant.⁸ En revanche, le programme d'un parti marxiste révolutionnaire doit être sans équivoque sur ces sujets.

Mais si, pour reprendre la tournure de Lénine, la religion n'est pas une affaire privée envers le marxisme et le parti ouvrier, elle l'est « en face de l'Etat ». Les partis du mouvement ouvrier d'influence marxiste ont toujours lutté pour la stricte séparation de l'Etat et des Eglises; le corollaire, c'est que l'Etat n'a pas à s'immiscer dans les croyances de tout un chacun. Marx ajoutait: « chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez »⁹... □

1 Critique de la philosophie du droit hégélien, 1844.
2 De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion, mai 1909.
3 Critique de la philosophie du droit hégélien.
4 Opium du peuple? Marxisme critique et religion, Contretemps, n°12, février 2005.
5 On perçoit assez bien cet aspect du christianisme dans un film comme L'Evangile selon saint Matthieu de Pier Paolo Pasolini, 1964.
6 Lénine ajoute plus loin que s'il menait au sein du parti une propagande active pour ses conceptions religieuses « il devrait nécessairement l'exclure ».
7 Lénine détaillait ainsi au sujet de la religion: « Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète (...) ne tomber ni dans le "révolutionnarisme" abstrait, ni dans (...) l'opportunisme (...) qui redoute la lutte contre la religion, (...) s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul: ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes: "Vivre et laisser vivre les autres" ».
8 Chacun voit bien que l'ensemble des membres d'un parti révolutionnaire ne sont sans doute pas exempt de préjugés sexistes. Pour autant, de tels membres ont leur place dans le parti dès lors que leur militantisme n'entre pas en contradiction avec l'égalité des sexes et qu'ils soutiennent et défendent le programme du parti qui, lui, doit être féministe. Il en va de même à l'égard de la religion.
9 Critique du programme de Gotha, 1875.



ITALIE Aux origines de la crise politique

PAR UGO PALHETA

Les récentes élections italiennes ont vu l'émergence d'une nouvelle force politique, le « Mouvement des 5 étoiles » du comique Beppe Grillo, mais a surtout constitué un puissant révélateur et accélérateur de la crise politique en Italie, qui pourrait elle-même annoncer un approfondissement de la crise dans l'Europe tout entière.

Si l'a emporté en Italie ce mouvement, doté d'une très faible structuration politique et se prétendant au-dessus des clivages politiques et sociaux, ce n'est pas seulement en raison de l'usage intensif et stratégique qu'il a fait des réseaux sociaux, ni même du capital symbolique accumulé depuis des années par Grillo ou de sa campagne très réussie.

AUX ORIGINES DU SUCCÈS DE GRILLO

Ce succès est lié en bonne partie à l'incapacité manifeste de la gauche et du mouvement syndical à proposer – dans cette situation historique de crise du capitalisme – un récit cohérent et unificateur des difficultés rencontrées par les franges précarisées de la population, qui sont justement au cœur de l'électorat de Grillo. Celui-ci réalise en effet 40% parmi les ouvriers (contre 21% pour le Parti démocrate), 42% parmi les chômeurs (contre 20% pour le PD), et 40% parmi les 18-25 ans (qui sont très fortement touchés par le chômage). On peut également présumer que son bon score dans le groupe, hautement hétérogène socialement, des indépendants (40% contre 34,5% pour la droite) se concentre sur les fractions paupérisées de cette petite bourgeoisie, qui est encore bien représentée numériquement en Italie.

Ainsi Grillo est-il parvenu à emporter la mise électorale, sur la base d'une critique sans concessions des partis qui se succèdent au pouvoir depuis les années 1990 et d'un programme contradictoire – faisant une place importante aux revendications écologistes mais aussi sociales (avec par exemple la proposition d'instauration d'un salaire minimum), tout en prétendant concilier les intérêts du capital et du monde du travail, en distillant un

discours antisindical de petit patron et en flirtant avec la xénophobie (notamment en assénant qu'il était opposé au fait d'accorder la nationalité italienne à des enfants d'étrangers nés sur le sol italien). Reste que ces contradictions, dans l'état actuel de déshérence de la gauche anticapitaliste et de collaboration du mouvement syndical, lui ont permis d'« attraper » les voix d'une partie conséquente de ceux et celles qui sont victimes de la crise sans fin du capitalisme. En effet, dans l'incapacité de se doter d'une expression politique propre, en raison du climat de guerre de chacun contre tous qu'est parvenu à instaurer le néolibéralisme (à travers le chômage de masse, la précarisation généralisée, le néo-management, etc.), les millions de travailleurs/ses italien-ne-s atomisé-e-s ont choisi de remettre leur destin dans les mains d'un tribun prétendant s'élever, par la simple force du verbe, au-dessus des classes en lutte et de partis décrédibilisés, mettant pour cela à profit son capital de sympathie acquis dans la sphère du spectacle.

Derrière l'éloge de la démocratie « participative », qui serait permise par l'horizontalité des réseaux sociaux et des médias numériques, on trouve en réalité un mouvement extrêmement vertical dans lequel l'essentiel des décisions échappe aux adhérents du mouvement car elles sont prises par une poignée de dirigeants, qui n'ont aucunement été élus au terme d'une discussion démocratique traversant le mouvement, et en dernier ressort par deux hommes: Beppe Grillo et Gianroberto Casaleggio. L'apologie de l'horizontalité fait ainsi écran à la position du difficile problème des formes démocratiques dans une organisation politique, et masque – dans le cas du « mouvement des 5 étoiles », qui n'est pour l'heure qu'une coquille vide

– l'absence de toute démocratie réelle. La stratégie de communication élaborée et mise en œuvre par Grillo et Casaleggio a ainsi rencontré les illusions, qui demeurent très répandues dans le mouvement altermondialiste et au-delà, selon lesquelles une démocratie réelle s'opposerait à toute forme de structuration et interdirait tout moment de centralisation. Mais si les accents « tous pourris » du discours de Grillo ont pu rencontrer un tel écho au sein de la population italienne, et notamment parmi les victimes de la crise, c'est qu'ils se fondaient sur des faits bien réels, que le comique devenu tribun populaire est parvenu – d'une manière extrêmement habile – à mettre en scène et à exprimer dans de vastes rassemblements de rue. Le monde politique italien est en effet gangréné par la corruption, de la gauche social-libérale à l'extrême-droite de la Ligue du nord en passant évidemment par Berlusconi et les démocrates-chrétiens. Toutes ces forces politiques ont été touchées ces dernières années par des scandales politico-financiers, très récemment par celui de la banque Monte dei Paschi di Siena, qui éclabousse aussi bien le Parti démocrate de Bersani que le Peuple Des Libertés de Berlusconi, si bien que le sentiment anti-partis apparaît extrêmement puissant en Italie (ce qui explique également la montée de l'abstention dans un pays où elle est traditionnellement faible).

SPLENDEUR ET MISÈRES DE RIFONDAZIONE

Mais pour que s'affirme le succès politique et électoral de Grillo, dans une société italienne qui demeure fortement politisée et où les mouvements sociaux restent importants, notamment à travers les « centres sociaux » (ces anciennes usines ou bâtiments publics réappropriés et transformés par des militants), il fallait encore que la gauche italienne – en particulier le Parti de la refondation communiste (généralement appelé « Rifondazione »), qui a porté jusqu'au début des années 2000 l'espoir de changement de millions de militants des mouvements, de travailleurs et de jeunes – ait achevé de perdre tout crédit auprès de tous ceux et toutes celles qui aspirent à transformer l'ordre existant, et réduit ainsi à néant le capital de radicalité qui s'était notamment manifesté à Gênes en 2001. En termes de forces militantes et de crédit politique, Rifondazione n'a en effet

presque plus rien à voir avec le parti qu'il était il y a encore une dizaine d'années. D'un parti disposant de plusieurs dizaines de milliers de militants, enraciné et écouté au sein des mouvements sociaux, parvenant à se hisser à chaque élection au-delà de 5% (et même à 8,5% en 1996), il est devenu une composante parmi d'autres d'une coalition électorale, floue quant au programme et aux alliances, qui n'est pas parvenue à obtenir des élus, a rompu ses liens autrefois organiques avec les mouvements et a perdu une grande partie de son assise militante.

Pour le comprendre, il faut sans doute éviter deux écueils: l'un consistant – sur un mode sectaire – à n'y voir que l'effet mécanique et inévitable d'une orientation erronée dès le départ; l'autre refusant de chercher, dans l'histoire de *Rifondazione*, les racines de sa décrépitude actuelle. Dans le premier cas, on ne comprendrait rien à la trajectoire chaotique de ce parti, et aux raisons pour lesquelles il a pu constituer un espoir réel de changement social dans la jeunesse et le mouvement ouvrier italiens, et plus largement dans la galaxie altermondialiste. Dans le second, cela aboutirait à réduire le délitement de cet espoir à une accumulation d'erreurs tactiques, ce qui ne fait que repousser le problème: comment expliquer de telles erreurs et quelles leçons politiques en tirer?

Il importe de rappeler que *Rifondazione* est issu du Parti communiste italien (PCI), qui a constitué – de l'après-guerre au début des années 1990 – le plus puissant parti communiste d'Europe occidentale. Revendiquant encore 1,5 million de membres en 1989, le PCI avait recueilli pas moins de 26,5% des voix aux élections de 1987 (loin néanmoins de son maximum historique, qui fut atteint en 1976 avec plus de 34% des voix). Mais il s'agissait également du parti communiste dans lequel la mue sociale-démocrate – via ce qu'on a appelé l'«eurocommunisme» – a sans doute été initiée le plus précocement. Cela sans parler du «compromis historique», que la direction du PCI chercha à passer avec la démocratie chrétienne dans les années 1970, qui révélait déjà l'intégration du PCI au système politique italien et son renoncement à mener une politique révolutionnaire.

A la fin des années 1980, celui qui est alors secrétaire général du PCI, Achille

Occhetto, propose de modifier le nom du parti. Ce changement s'opère sous sa houlette en 1991: le PCI devient alors le «Parti démocratique de la gauche» (*Partito democratico della sinistra*, PDS)¹. Cette proposition ne faisait d'ailleurs qu'entériner une transformation et une intégration déjà réalisées pour l'essentiel, mais l'abandon de toute référence aux idéaux communistes ne pouvait manquer d'engendrer une désorientation et des tensions multiples parmi les membres du PCI. Ainsi, dès 1991, une partie de l'appareil du parti et de sa base militante décidait de fonder une nouvelle organisation, qui prit le nom de «Parti de la refondation communiste».

Ce qui frappe dans l'orientation de *Rifondazione* depuis lors, c'est une politique en zigzag liée au fait que ses directions successives n'ont jamais tranché la question suivante, pourtant cruciale: ce parti doit-il avoir son centre de gravité dans les luttes ou dans les institutions? Or, à ne donner d'autre réponse à cette question que l'idée d'une combinaison harmonieuse entre l'action parlementaire et la participation aux mouvements sociaux, on finit presque toujours par ne plus s'embarrasser de la seconde quand celle-ci vient à contredire les alliances passées avec des forces pro-capitalistes et menace la présence dans les institutions. Ainsi, d'abord entre 1996 et 1998 puis entre 2006 et 2008, *Rifondazione* a apporté un soutien parlementaire à des gouvernements s'attaquant aux conquêtes du mouvement ouvrier italien (licenciements, retraites, contrats précaires, etc.), puis entraînant l'Etat italien dans des guerres impérialistes (Afghanistan, Irak), ce qui ne pouvait qu'engendrer l'incompréhension, la désorientation voire la démoralisation parmi les jeunes et les travailleurs. Ces atermoiements illustrent au passage à quel point l'enracinement dans les mouvements et l'action dans les institutions ne sauraient avoir le même statut dans l'orientation et l'activité d'un parti anticapitaliste: une tactique électorale qui ne découle pas d'une stratégie pour les luttes ne peut à terme que viser la conservation des places occupées par quelques notables placés hors de tout contrôle militant (ce que le PCF donne également à voir).

Outre le fait que *Rifondazione* ait soutenu pendant des années des gouvernements néolibéraux, ce parti a choisi lors de ces élections de rendre invisible toute réponse

anticapitaliste à la crise en s'insérant dans une coalition – nommée «Révolution civile». En effet, cette politique d'alliance le plaçait à la remorque de partis libéraux comme «Italie des valeurs» (ancien allié du Parti démocrate), dont la figure de proue – le juge Antonio Di Pietro – avait voté la confiance au gouvernement Monti en 2011, et du juge anti-corruption Antonio Ingroia, guère connu pour ses positions radicales en matière de politique économique et sociale. Or cette stratégie

opportuniste n'a même pas permis à *Rifondazione* d'éviter une débâcle électorale, puisque la liste «Révolution civile» n'a obtenu que 2,2% (et donc aucun élu); sur le terrain de la dénonciation morale sur lequel elle avait choisi de se situer, cette coalition ne pouvait rivaliser face aux discours tonitruants de Grillo, qui en avait fait son axe politique central depuis des années.

Une telle débâcle n'est pas le simple produit de la campagne menée, ou comme le

suggère Jean-Luc Mélenchon sur son blog d'un manque de charisme personnel de la tête de liste², mais dérive d'un renoncement de longue date, de la part des différentes composantes de cette liste, à s'opposer frontalement aux politiques néolibérales et, dans le cas de *Rifondazione*, à faire primer son action dans les luttes sur sa participation à des majorités parlementaires.

L'APPROFONDISSEMENT

DE LA CRISE POLITIQUE

Austérité généralisée, corruption à tous les étages, incurie de la gauche radicale: tous ces ingrédients ne pouvaient que favoriser l'accélération de la crise politique et l'émergence d'un mouvement populiste, en l'occurrence celui de Grillo, substituant la charge morale à la critique politique, la dénonciation des politiciens à la lutte de classe, l'instantanéité des réseaux sociaux à la construction patiente d'une organisation politique, le charisme d'un homme à la force du nombre.

Pour faire face à la situation potentielle de blocage associée au poids inédit des grillistes, et parvenir à imposer aux travailleurs italiens une nouvelle cure d'austérité, le monde politique a déjà épuisé l'option d'un gouvernement «technique», qui représentait en réalité le pouvoir direct du capital à travers le banquier Mario Monti (ancien consultant pour Goldman Sachs). Demeure la possibilité d'une union sacrée entre le Parti Démocrate et le Peuple des libertés, qui peine néanmoins à trouver forme.

Un accord avait bien été trouvé par les leaders des deux partis, Bersani et Berlusconi, sur un candidat commun à la présidence de la République, en l'occurrence Franco Marini, ancien syndicaliste démocrate-chrétien aujourd'hui membre du PD. Mais à l'heure des

votes, une partie des élus du PD ont choisi de faire tomber Bersani en votant pour un autre candidat, échaudés par l'idée de nouer une quelconque alliance avec Berlusconi, alors même que l'essentiel de leur politique a consisté pendant des années à cibler le «Cavaliere» sur le mode du «tout-sauf-Berlusconi».

Après que l'option Prodi ait également été écartée, c'est donc un vieux briscard de la politique italienne, Giorgio Napolitano, qui a finalement rempli pour un second mandat de sept ans. Âgé de 88 ans, ce stalinien reconverti tardivement en rassurant social-démocrate avait été supplié par nombre de parlementaires de mettre fin à cette situation jugée inextricable. Mais son élection n'a fait que suspendre une crise politique qui n'en finit pas de s'approfondir, la classe dominante italienne ne parvenant pas pour l'instant à trouver une solution politique pour continuer à faire payer la crise de son système aux travailleurs.

Reste que ces derniers sont eux-mêmes privés d'un outil politique leur permettant de défendre leurs intérêts, et ce n'est pas du côté de Grillo et de son mouvement – passablement confus dès lors qu'il s'agit de proposer une politique à la hauteur des enjeux – qu'ils trouveront une issue favorable. Autant dire que la tâche de construire une force anticapitaliste reste entière, en Italie comme ailleurs, mais ceux et celles qui s'y attèleront ne pourront faire l'économie d'un bilan de l'échec retentissant de *Rifondazione*. □

¹ Une dizaine d'années après le changement de nom, le PDS ne comptait qu'à peine plus de 500 000 adhérents, loin donc des effectifs du PCI. Le PDS deviendra DS («Démocrates de gauche») en 1997, puis le Parti Démocrate (PD) en 2007, après une fusion avec les démocrates-chrétiens de la «Marguerite» (menés par Romano Prodi, grand commis de l'Etat italien devenu Président du conseil à deux reprises dans les années 1990 et 2000, et entre-temps président de la Commission européenne, de 1999 à 2004).

² «Je fais l'amical reproche à nos amis de «Rivoluzione civile» de ne pas comprendre la place particulière de la fonction tribunicienne dans notre combat. Je sais que la personnalité d'Antonio Ingroia, toute en retenue et sobriété empathique, ne le porte pas au rôle» (Jean-Luc Mélenchon, le 25 février 2013).

GRATIS

BEPPE GRILLO

INCONTRA SCORDIA



DR

Inizio Evento ore 13:00

P.zza Roma (Stazione Ferroviaria) - SCORDIA

17 Ottobre 2012

MOVIMENTO
BEPPE GRILLO

LA GAUCHE MALADE DE « LA HAINE DE LA RELIGION »

PAR FAHIMA LAÏDOUDI ET SELLOUMA

Le dernier essai de Pierre Tevanian¹ rappelle qu'un combat antireligieux peut servir à justifier l'exclusion de la sphère politique et sociale d'un secteur de la population, en l'occurrence les musulmans de France. Et s'interroge sur les utilisations du marxisme faites dans ce sens.

L'auteur nous invite donc à une relecture de la tradition marxiste, dont l'objectif principal est d'unifier les couches sociales les plus exploitées et opprimées, en soulignant qu'une telle ambition nécessite une attitude qui ne soit pas méprisante vis-à-vis de la diversité culturelle portée par ces dernières.

HAINE D'UNE RELIGION, HAINE DE CLASSE

Car l'islamophobie portée par la classe dominante continue de contaminer la société. Arme privilégiée de la division des opprimés, elle fait prospérer le racisme et le sexisme. Les chiffres sont accablants. Le collectif contre l'islamophobie en France a recensé 84,73 % de femmes parmi les victimes d'actes islamophobes en 2011. Le chiffre atteint 94 % pour les agressions verbales et physiques.² L'ensemble des mesures et des lois d'exclusion des femmes et des jeunes filles pour des tenues jugées inappropriées (hijab, niqab, bandeau, vêtements longs...) ne sont pas seulement « une diversion, mais (...) un véritable projet de société raciste ».³ Dans ce contexte, La haine d'une religion dominée est l'un des visages de la haine de classe. Un exemple en a donné par les réactions de Nadine Morano et Aurélie Filippetti, qui « sur le bon dos de « la candidate

voilée » (se sont découvert) une nouvelle vocation : celle de docteurs en marxologie. ». L'idéologue emblématique de cette tendance est Michel Onfray qui, dans son *Traité d'athéologie*, prétend que « l'islam refuse par essence l'égalité métaphysique ontologique, religieuse, donc politique. » Onfray ne fait pas que nier la réalité, il dépossède l'objet religieux de son sujet, en postulant que sa lecture de l'islam serait plus vraie que l'islam vécu au quotidien par les musulmans. L'implication pratique est que l'on ne peut pas être vraiment musulman si l'on réclame la justice et l'égalité. Ainsi sont donc banalisées les attaques contre Ilham Moussaïd parce qu'elle a voulu jouir des mêmes droits civiques que les autres, ainsi est justifiée l'exclusion des musulmans de la politique. Notons que cette volonté de confisquer la parole des personnes concernées se retrouvait dans la critique d'Onfray du logo du NPA, le mégaphone. Un outil politique qui se veut le porte-voix des opprimés et exploités, ça le gêne. A notre projet, Onfray opposait la vieille vision politicienne des négociations entre appareils politiques de gauche⁴.

LE MARXISME CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

L'essai de Pierre Tevanian souligne que Marx, dans le mouvement socialiste naissant, a opéré un tournant pragmatique reléguant « à l'arrière-plan le combat antireligieux issu de la tradition des lumières en le dénonçant comme un écueil. » La conséquence pratique de cette position est l'acceptation dans les organisations ouvrières de



croissants et de non croyants, unis dans la lutte contre le capitalisme. Les discussions métaphysiques sont closes, la vérité devient une pratique qui se révèle dans la lutte de classes. La critique est adressée en direction de la terre et non du ciel, elle concerne cette « vallée de larmes » à laquelle les opprimés cherchent divers moyens d'échapper. C'est dans ce cadre que l'auteur soumet des pistes d'interprétation de la formule « opium du peuple ». Il replace cette citation dans sa tradition

philosophique, qui est celle d'une explication de la religion comme maladie ou addiction. Elle est considérée comme irraisonnée mais, selon Tevanian, « n'a au fond rien de spécifiquement marxiste ». Ce que Marx et Engels ajoutent est une compréhension dialectique, contradictoire des phénomènes. Dans le cas de la religion et de sa comparaison avec l'opium, suivant l'acceptation de Marx et Engels, l'auteur envisage « la réalité des effets divers, voire contradictoires, de cette substance (qui) peut conduire à

l'apathie mais aussi à l'action ». Historiquement, on constate effectivement que la religion peut être facteur soit de libération soit d'oppression. C'est cet ensemble qu'il s'agit de saisir sans réduire l'un à l'autre. Parallèlement, et c'est une originalité de l'analyse, le combat antireligieux, comme le souligne le sous-titre, est devenu un « opium du peuple de gauche »...

Cet ouvrage est utile pour tout militant et pour toute structure visant à lutter contre le capitalisme, car il énonce les raisons pour lesquelles croyants et non croyants sont à égalité. Tevanian met en garde contre l'arrogance et le mépris de ceux qui restent attachés au combat antireligieux, en rappelant que Marx a défendu le droit à pratiquer sa religion contre la répression étatique. Comme le rappelle aussi Joseph Daher : « [Marx] énonçait ainsi le principe : "chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez". Ce même Marx a défendu l'obtention des droits civiques des juifs de Cologne en 1843 et déclarera que le privilège de la foi est un droit universel de l'homme. Le marxisme classique, celui des fondateurs, n'a d'ailleurs pas requis l'inscription de l'athéisme au programme des mouvements sociaux. »⁵

Il est important d'insister sur le fait que la religion en tant que phénomène social joue un rôle très contradictoire, qu'il s'agit d'identifier avec précision. Les révolutions du monde arabe, théâtre de révolutions dont les acteurs comprennent un nombre certain de musulmans, permettent d'opérer une nette distinction entre les islams politiques et les identités religieuses des

révolutionnaires : impossible de réduire toute barbe ou tout hijab aux islams politiques ! Le cas de l'Egypte est assez frappant, et les exemples multiples. Ils montrent que les révolutionnaires sont gagnants dans la complémentarité. C'est ainsi que les chrétiens et les musulmans se protégeaient mutuellement, place Tahrir, au moment de la prière. De l'autre côté, le piège tendu par le régime pour discréditer les femmes avec les tests de virginité pouvait s'appuyer sur un fond religieux dominant, mais les révolutionnaires égyptiens savaient que ce n'était qu'un prétexte pour banaliser la brutalité policière. Il y a bien un enjeu décisif à lutter contre l'islamophobie, et ce combat s'inscrit en continuité avec le marxisme.

L'ISLAM COMME OUTIL DE RÉSISTANCE

Le legs théorique et pratique du marxisme laisse ouvert deux possibilités : écarter le caractère religieux ou prendre l'argument de la religion à bras-le-corps. Pour illustrer le premier cas, l'affaire Baby Loup a consisté en la mise en avant de l'appartenance religieuse de l'employée pour faciliter l'attaque du patronat contre le code du travail à travers le licenciement. Le fait d'être identifiée comme musulmane visible ne signifie pas une mise en avant ou revendication de cette appartenance. Le slogan le plus délirant est celui de l'extrême droite, d'islamisation de la France. Tout serait finalement réduit à une simple lutte de valeurs, ce qui d'un point de vue matérialiste est ridicule. Cependant, lorsque l'on intègre dans notre fonctionnement des militants des quartiers qui sont

aussi musulmans, c'est toute une culture politique que l'on doit prendre en compte. Bien que nous ne soyons pas musulmans visibles, nous nous retrouvons, en tant que militantes issues et intervenant dans les quartiers, dans cette histoire où l'islam est devenu pour certains un point d'appui à leurs résistances. C'est une réalité à laquelle nous sommes confrontées dans nos milieux. Citée dans l'essai, Hanane nous dit : « je suis effectivement musulmane, et de gauche. Je me bats pour plus de justice sociale, et pour que les gens acquièrent de vrais droits, comme le droit au travail ou au logement, et de réelles libertés, avec comme seule limite de ne pas entraver la liberté d'autrui. Le tiret entre islamisme et gauchisme signifie pour moi que le lien entre l'islam et la gauche est tout simplement possible, comme il est d'ailleurs tout aussi possible avec la droite. C'est une question d'interprétation. » *La Haine de la religion* dénonce les tentations islamophobes à droite comme à gauche. Il interpelle particulièrement le NPA car nous avons eu un processus de construction qui a tenté de mener un débat sérieux sur le rapport à la religion, grâce à l'intervention de militants des quartiers qui s'étaient joints à nous au début de l'aventure.⁶ Il interroge le NPA, en soulevant l'hypothèse que la haine de la religion alimentée par le climat politique a freiné son déploiement. L'essai rappelle qu'être révolutionnaire implique une façon d'agir, une attitude qui consiste aller de l'avant et à faire confiance à nos luttes. En tous les cas, à prendre le risque d'aller vers l'inconnu, pas si inconnu que ça car nous savons que le salut de la révolution est

dans les mains des opprimés et des exploités de ce monde, de celles et ceux qui déclenchent les révolutions. A ce sujet, nous pouvons nous rappeler ce que disait Daniel Bensaïd à propos de l'entrée des musulmans dans le NPA : « Cela pose la question de ce qu'on veut. Si l'on veut ouvrir la politique à ceux qui en sont privés, il faut être attentif. Par exemple, on ne peut pas fixer un Conseil national qui aurait lieu pendant l'Aïd-el-Kébir. C'est vrai que ça ne nous viendrait jamais à l'esprit de l'organiser le jour de Noël. »⁷ □

¹ *La Haine de la religion*, La Découverte, 2013.

² Voir <http://www.islamophobie.net/rapport-annuel>.

³ C'est la thèse développée par Tevanian dans son ouvrage précédent, *Dévoilements* (Libertalia, 2012).

⁴ Il est vrai en 2009, quand il soutenait le Front de gauche - il serait maintenant devenu « libertaire ». Voir http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2009/06/05/1566048_le-megaphone-comme-ideal-platonicien-par-michel-onfray.html

⁵ Voir <http://cafethawrarevolution.wordpress.com/2013/01/28/islamophobie-et-orientalisme-inverse/>

⁶ Voir la première réunion nationale de la commission quartiers populaires consacrée aux questions de féminisme, laïcité et religions, <http://www.npa2009.org/npa-tv/197%2B1454%2B2274/all/1463>

⁷ Voir <http://www.npa2009.org/content/linsoluble-contradiction-du-voile-anticapitaliste-mediapartfr>

« LE COMMUNISME PRIMITIF N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT »

PAR ELSA COLLONGES



Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes, éd. Smolny, mars 2012 pour la 2^e édition, 480 pages, 20 euros

Christophe Darmangeat vient de publier une **Conversation sur la naissance des inégalités où, de questions en réponses, il nous fait avancer dans les pas de diverses sociétés humaines pour tenter de comprendre l'apparition des inégalités sociales. Nous revenons ici sur son précédent ouvrage, Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, Aux origines de l'oppression des femmes, réédité l'an dernier et qui traite d'une inégalité particulière, celle des sexes.**

Il y a des questions qu'on ne se pose pas tous les matins en se levant mais presque et qui vous turlupinent, auxquelles les réponses qui vous sont

proposées restent insatisfaisantes. C'est le cas de celle-ci, assez fondamentale : mais pourquoi est-ce que ce sont les femmes qui sont opprimées par les hommes et non l'inverse ? Quand et comment nous sommes-nous fait avoir ? Le livre de Christophe Darmangeat n'apporte pas de réponse simple. Mais armé de solides outils marxistes, il offre une limpide synthèse de l'état des connaissances et des théories sur ce sujet (enfin) plus de 130 ans après Engels.

Matérialiste dialectique, l'auteur l'est, sans aucun doute. Du coup, on le suit avec confiance et plaisir dans sa critique d'Engels, Kollontaï ou Luxemburg... S'appuyant sur les travaux les plus récents, il réinterroge les œuvres classiques pour en souligner l'importance et les manques, se moque gentiment des conclusions parfois hâtives qui y sont tirées dans le contexte de l'époque. C'est drôle et cela incite à toujours bien garder son sens critique, même quand on lit Lénine ou Luxemburg. Les références sont nombreuses et ont été encore enrichies pour la 2^e édition. Une partie du livre, placée en fin de volume, discute des différentes formes de famille et des systèmes de parenté (sujet qui constitue la matière des premiers chapitres de *L'origine de la famille* d'Engels). Mais c'est la première partie, consacrée à la question des rapports entre les sexes dans les sociétés pré-étatiques, qui constitue l'essentiel de l'ouvrage. La théorie généralement admise est que

dans les sociétés primitives qui n'avaient pas accumulé de richesses, l'oppression des femmes aurait été inconnue et celles-ci auraient occupé des positions élevées. Le livre démontre que cette théorie est largement contredite par les recherches scientifiques menées depuis un siècle. Décortiquant différentes organisations sociales, l'auteur nous entraîne à la recherche d'un matriarcat introuvable...

DES INTERROGATIONS PERSISTANTES

Alors même qu'on ne trouve pas de sociétés dans lesquelles les femmes auraient réellement eu le pouvoir, la question reste entière : quelle est l'origine de l'oppression des femmes ? Christophe Darmangeat nous propose des éléments de réponse, avec l'humilité de celui qui essaye de comprendre en s'appuyant avec rigueur sur les données scientifiques disponibles à notre époque. On le suit bien sur la nécessité de la division du travail pour en augmenter la productivité, sur les critères de cette division (jeunes/vieux, femmes/hommes...). De son propre aveu, les choses deviennent plus délicates lorsqu'il s'agit de mettre en évidence et d'expliquer la mise en place des mécanismes de domination. Prudent sur les causes de la division sexuelle du travail, une caractéristique propre à l'espèce humaine, il s'étend en revanche longuement sur ses conséquences, en particulier celles du monopole détenu par les hommes tout à la fois sur la

guerre. Les femmes se retrouvent donc dépossédées à la fois des armes et de la vie sociale extérieure au clan. De là à les inférioriser puis à les surexploiter, il n'y a qu'un pas à franchir... Pas qui prendra de multiples formes selon les lieux et les époques, mais dont on ne peut que constater l'universalité aujourd'hui. L'auteur prend le temps d'argumenter ses propositions, de les étayer par des faits, mais ne cache pas les difficultés liées aux interprétations des découvertes archéologiques ou au manque de preuves irréfutables.

Du même coup, le livre éclaire les raisons pour lesquelles l'idéal de l'égalité des sexes est une idée profondément moderne, qui ne pouvait émerger que sur la base des structures économiques marchandes généralisées par le capitalisme. Bref, un livre à lire absolument pour actualiser notre analyse marxiste de l'origine de l'oppression des femmes et continuer à nous poser des questions ! □

1 Conversation sur la naissance des inégalités, éd. Agone, février 2013, 200 pages, 12 euros. Le blog de l'auteur présente des articles, notes de lecture, enregistrements de débats, une brochure à télécharger... De quoi prolonger la réflexion autour du marxisme, de l'anthropologie et de l'évolution sociale : <http://cdarmangeat.blogspot.fr/>

RETOUR SUR LE MOUVEMENT NOIR AUX USA

PAR YVAN LEMAITRE

La diffusion en France de *Free Angela And All Political Prisoners*, un film documentaire de Shola Lynch, invite à un retour vers l'histoire du combat des noirs américains. Deux livres passionnants parus récemment aux éditions Syllepse lui sont également consacrés.

Le film raconte l'histoire d'une jeune professeure de philosophie, née en Alabama, issue d'une famille d'intellectuels afro-américains, politiquement engagée, Angela Davis, profondément marquée par son expérience du racisme, des humiliations de la ségrégation raciale. Elle sera un des symboles de cette formidable lutte d'émancipation, au cœur même de la citadelle impérialiste. Le premier livre, *Sur la question noire aux États-Unis*, est un recueil d'articles écrits entre 1935 et 1967 par C.L.R. James (1901-1989), connu surtout pour *Les Jacobins noirs*. Le livre débute par un article qui dénonce les manœuvres des impérialismes français et britanniques au moment où les armées de Mussolini envahissent l'Éthiopie. Il appelle au rapprochement des « travailleurs de Grande-Bretagne, paysans et travailleurs d'Afrique » en préservant leur pleine indépendance des politiques impérialistes. Cette indépendance de classe est le fil rouge de l'ensemble des articles. Elle est développée dans les deux textes suivants, deux résolutions du Socialist Workers Party, le parti trotskyste au sein duquel C.L.R. James milite en 1939. Pour James, une telle politique est indissociable de l'idée d'autodétermination pour les Noirs américains qui

s'accompagne de l'idée d'une organisation propre des Noirs et de la possibilité d'un « Etat nègre ». « Le nègre docile est un mythe » écrit-il décrivant les multiples actes de rébellion qui ont jalonné l'histoire des noirs. Il souligne leur place dans la révolution française avec la révolution de Saint-Domingue, puis leur rôle prédominant dans la guerre civile américaine pour l'abolition de l'esclavage décrétée par Lincoln en 1863. Il fait l'apologie de Marcus Garvey, apôtre du « retour en Afrique » qui fut le premier à susciter un mouvement de masse noir malgré ses préjugés et développe le lien qu'il y a entre la lutte pour les droits démocratiques, le droit à l'autodétermination et la lutte pour le socialisme. Une question est au cœur des préoccupations de James : « Quelle est la relation entre ce mouvement et le rôle de premier plan du prolétariat ? ». Pourquoi et comment le lien n'a-t-il pas pu se construire pleinement ?

LIBÉRATION NOIRE ET MOUVEMENT OUVRIER

Le deuxième livre, *Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine*, écrit par notre camarade Ahmed Shawki, éditeur d'*International Socialist Review*, est construit autour de cette même interrogation, « la relation entre le socialisme et la lutte pour la libération noire ». Il est l'histoire d'un échec fécond cependant puisque participant des bouleversements réalisés par les luttes internationales des peuples opprimés. Là est le point de départ du livre, « l'impact mondial » du mouvement des années 1960 qu'Ahmed a connu alors qu'il vivait en Égypte (il arriva aux USA en 1976). Il

illustre et développe l'idée formulée par James : « Non seulement les noirs américains constituent une avant-garde pour le tiers-monde, mais également pour les États-Unis dont ils sont la composante la plus avancée politiquement ». Il s'attache aussi à analyser le racisme d'abord « comme justification idéologique de l'esclavage », puis comme produit direct du développement impérialiste, justification de l'exploitation et de l'oppression des peuples. Ce racisme gangrène la conscience d'une partie du prolétariat non seulement de par la volonté des classes dominantes de diviser les classes exploitées, mais aussi comme conséquence de la concurrence dans laquelle le capital place ces dernières. Il s'attache à dénoncer une compréhension formaliste, mécanique du marxisme qui servit de justification à la passivité d'une partie de la gauche qui, au nom de l'unité de la classe ouvrière, eut beaucoup de mal à intégrer concrètement et pratiquement la spécificité de la lutte des Noirs. La dernière partie du livre est consacrée à un riche tableau critique du mouvement qui explosa après la

Deuxième Guerre mondiale et conquiert les droits civiques. Ceux qui s'étaient battus pour « la démocratie » sur les champs de bataille du monde entier pendant la guerre exigeaient ce même droit pour eux-mêmes après avoir acquis un rôle déterminant dans la production. Le livre de Shawki vient illustrer les mots de James : « en luttant pour leurs droits démocratiques, les Noirs américains font un apport fondamental à la lutte pour le socialisme aux États-Unis ». Une histoire indispensable à étudier qui invite à un « réexamen de la tradition marxiste révolutionnaire aux États-Unis », conclut Shawki. Beaucoup plus largement, peut-on ajouter... □

1 C.L.R. James, Sur la question noire aux États-Unis, 1935-1967, Editions Syllepse, 2012, 252 pages, 15 euros. Ahmed Shawki, Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine (1850-2010), Editions Syllepse, 2012, 260 pages, 15 euros.



UNE NÉCESSAIRE IRRUPTION

LES PSA MONTRENT LA VOIE!

PAR ANTOINE LARRACHE

© DR / Samedi 13 avril, les grévistes de PSA Aulnay s'invitent au conseil national du PS.



Sale temps pour le PS. Après l'affaire Cahuzac, voilà que sa direction doit subir l'irruption des salariés de PSA Aulnay en plein milieu de son conseil national. Une cinquantaine d'ouvriers sont en effet venus reprocher à des dirigeants « socialistes » plus habitués aux lambris dorés des palais républicains qu'à la chaleur des assemblées générales, de se coucher devant le plan de suppression de 8 000 postes à Aulnay et le licenciement de grévistes, alors que ceux-ci mènent la lutte depuis trois mois. « Pour une fois, il y a eu des ouvriers présents au conseil national du PS », aurait malicieusement glissé un membre de la direction. Dure journée, car la politique du gouvernement est si impopulaire que certains élus, ministres et députés PS ou

Verts sont contraints – pour espérer ne pas sombrer avec le navire gouvernemental – de s'y opposer, quoique partiellement et à mi-voix. Emmanuel Maurel, un des dirigeants de la gauche du PS, prévient ainsi: « cette irruption du réel nous rappelle de ne jamais oublier notre base sociale ». Est-ce la colère des salariés ou l'impopularité du PS à l'approche des élections municipales qui effraie une partie de cette gauche qui, tout en s'en désolidarisant en parole, persiste à accompagner les politiques d'austérité du gouvernement? Jean-Luc Mélenchon, lui, a la solution: pour faire changer de cap le gouvernement, il suffirait qu'il devienne Premier ministre! Son ancien directeur de campagne renchérit: « Oui, c'est une

hypothèse envisageable. Son parcours fait de lui un premier ministrable: Jean-Luc Mélenchon a tout de même plus d'expérience gouvernementale que Hollande et Ayrault! Si l'expérience et les fonctions passées sont des critères, il n'est pas illégitime. Mélenchon incarne une autre voie pour la gauche, un courant keynésien qui entend solder la crise par la relance économique. » Le ton est donné: les voilà, la révolution citoyenne et la 6^e République de Mélenchon. Un replâtrage institutionnel, un changement de Premier ministre, et le tour est joué. Pour le NPA, la bonne méthode – à rebours de ces illusions institutionnelles – est celle des PSA: « une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées » (comme l'écrivait Trotsky, pour définir la révolution). Il s'agit pour les salarié-e-s de refuser l'austérité, de lutter contre les forces réactionnaires, défendre des mesures répondant à l'urgence sociale et démocratique. C'est le sens que nous voulons donner aux manifestations du 1^{er} et du 5 mai, pour construire une opposition de gauche, populaire et militante, à ce gouvernement qui se situe entièrement du côté de la classe dominante. □

© DR / Le 13 avril, Harlem Désir (premier secrétaire du PS) et Jean-Pierre Mercier (CGT PSA-Aulnay).

